

BANQUE MONDIALE

L'ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie

La Banque mondiale (BM) a mis en avant les avancées enregistrées par l'Algérie en matière de développement et qui se sont matérialisées par divers acquis économiques, ce qui lui a permis de figurer parmi les quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de la catégorie de revenu intermédiaire inférieur à la catégorie supérieure. P 3



NUMÉRISATION

Les principaux axes de la stratégie nationale

La stratégie nationale de numérisation repose sur cinq axes principaux : les infrastructures, les ressources humaines, les citoyens, les institutions et la gouvernance. Le développement d'infrastructures technologiques robustes et sécurisées est crucial pour soutenir les initiatives de numérisation. La formation et le développement des compétences numériques des travailleurs répondent aux besoins de l'économie numérique. La facilitation de l'accès aux services numériques pour les citoyens améliore leur qualité de vie. La numérisation des processus internes des institutions accroît l'efficacité et la transparence.

P 2

FEUX DE FORÊT

Près de 500 ha de végétation déjà ravagés !

Depuis le 1er mai dernier, les incendies ont dévasté près de 500 hectares de végétation précieuse, de récoltes agricoles et d'arbres fruitiers à travers 25 wilayas. Tous ces feux sont d'origine humaine, d'où la nécessité d'une vigilance accrue et de mesures préventives rigoureuses pour dissuader et sanctionner les actes criminels, qu'ils soient délibérés ou accidentels, comme l'a souligné Hamid Afra, le délégué général aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur. Cette situation appelle également à une sensibilisation continue de la population et à une coopération renforcée entre les autorités locales, les communautés et les acteurs civils pour protéger nos écosystèmes fragiles et notre patrimoine naturel commun.

P 5

HYDROGÈNE VERT

L'Algérie à la conquête de l'Europe

Les projets d'hydrogène vert de l'Algérie commencent à prendre forme, aussi bien ceux lancés à l'intérieur du pays que ceux envisagés en partenariat à l'étranger. À l'international, le transfert de cet hydrogène vers l'Europe, se fera à partir du South2 Corridor. Le projet du South2 corridor pour la production de l'hydrogène vert en Algérie et son transfert vers l'Italie et l'Allemagne via la Tunisie incarne le principe de l'approche d'un partenariat basé sur les intérêts communs dans le cadre du plan Mattei et le souci de diversifier les ressources énergétiques pour une durabilité dans la Méditerranée, disent des parties concernées.

P 4

ALGÉRIE-TUNISIE-LIBYE

**Le conseil de partenariat
boostera les
investissements** P 2

STATION DE DESSALEMENT DE KOUDIET
DRAOÛÈCHE D'EL TARF

**Les tests techniques
débuteront en octobre
prochain** P 3

PÉTROLE

**Le Brent en hausse à
82,72 dollars** P 16

MONNAIE
Le yuan recule
après une baisse
de taux de la
banque centrale
chinoise

Le yuan reculait, lundi, face à la plupart des grandes monnaies, après la décision de la banque centrale chinoise (PBOC) d'abaisser deux taux de référence pour relancer la croissance. Vers 19H35 GMT, le yuan onshore, échangé en Chine continentale, lâchait 0,05% face au billet vert, à 7,2738 yuans pour un dollar. Il cédait aussi 0,42% face au yen. La PBOC a réduit de 3,45% à 3,35% le LPR (Loan Prime Rate) à un an, taux court le plus favorable que les banques peuvent proposer à leurs meilleurs clients. Elle a aussi fait passer son équivalent à 5 ans, qui sert de référence pour les prêts immobiliers, de 3,95% à 3,85%.

ORGANISATION
DE LA OMRA
Remise des
premières
autorisations
aux agences de
tourisme et de
voyage
habilitées

Les premières autorisations d'organisation de la Omra, au titre de la saison 1446 de l'hégire, ont été remises, lundi, aux agences de tourisme et de voyages habilitées, a indiqué un communiqué de l'Office national du pèlerinage et de la omra (ONPO). La cérémonie de remise de ces autorisations a été présidée par le directeur général de l'ONPO, M. Salah Boutarfa. Cette opération permettra aux agences habilitées d'entamer, précocement, leurs activités par rapport aux saisons précédentes, selon la même source. Plus de 100 agences ont été autorisées, à ce jour, après avoir été habilitées par la commission ad hoc, une opération qui se poursuivra jusqu'au 12 septembre prochain. Les agences intéressées par la participation à l'organisation de la Omra peuvent s'inscrire et retirer le cahier des charges via le portail algérien de la Omra "bawabetelomra.dz".

NUMÉRISATION

Les principaux axes de la stratégie nationale

La stratégie nationale de numérisation repose sur cinq axes principaux : les infrastructures, les ressources humaines, les citoyens, les institutions et la gouvernance. Le développement d'infrastructures technologiques robustes et sécurisées est crucial pour soutenir les initiatives de numérisation. La formation et le développement des compétences numériques des travailleurs répondent aux besoins de l'économie numérique. La facilitation de l'accès aux services numériques pour les citoyens améliore leur qualité de vie. La numérisation des processus internes des institutions accroît l'efficacité et la transparence. Enfin, un cadre de gouvernance solide supervise et régule ces initiatives, a fait savoir Meryem Benmouloud, Haut Commissaire à la numérisation.

Par Mourad A.

La même responsable qui s'est exprimée à la télévision algérienne pour expliquer l'importance et les avancées de la numérisation en Algérie. Elle a souligné que la création du Haut Commissariat à la numérisation est le résultat de la volonté politique du Président de la République. Cette initiative vise à structurer et coordonner les efforts de numérisation à l'échelle nationale, démontrant ainsi l'engagement du gouvernement à moderniser l'administration et à promouvoir l'innovation technologique. «Le Président de la République, à chaque Conseil des ministres, demande une évaluation de la situation et un état d'avancement des projets de numérisation. Cela permet un suivi régulier et rigoureux des progrès réalisés, assurant que les objectifs sont en bonne voie et que les obstacles sont rapidement identifiés et traités», a-t-elle dit. Elle a également indiqué que le centre national des services numériques a pour objectif de collecter des données sectorielles pour faciliter la prise de décisions. En centralisant les données de divers secteurs, le Centre fournit des analyses précieuses pour aider les décideurs à formuler des politiques plus éclairées et efficaces. « La numérisation sectorielle doit suivre le chemin tracé par la stratégie nationale, assurant ainsi une cohérence et une

synergie à travers toutes les industries et les services publics. La numérisation contribue à renforcer les indicateurs positifs dans l'économie, la croissance et l'avènement d'une société numérique. En adoptant des technologies numériques, l'Algérie peut stimuler la productivité, attirer les investissements et créer de nouvelles opportunités économiques tout en progressant vers une société plus connectée et inclusive», a-t-elle ajouté. S'agissant de la souveraineté numérique, Benmouloud a affirmé que tous les projets inclus dans le cadre du chemin numérique national visent à réaliser cette souveraineté numérique car elle garantit que l'Algérie conserve le contrôle sur ses données et ses infrastructures technologiques, réduisant ainsi la dépendance aux technologies étrangères et protégeant les intérêts nationaux. La Haut Commissaire à la numérisation a également expliqué que la priorité dans le service numérique est donnée aux citoyens et aux institutions. « Les efforts de numérisation sont orientés vers l'amélioration des services publics et des interactions entre les citoyens et les institutions, rendant ces services plus accessibles, efficaces et transparents. Le chemin de la numérisation en Algérie progresse selon une stratégie bien définie, avec des étapes claires et des objectifs mesurables», -a-t-elle indiqué. Concernant les résultats des projets lancés, pour la ministre, la numérisation a déjà pro-

duit des résultats positifs dans plusieurs secteurs, tels que la santé, l'éducation et l'administration publique, améliorant ainsi l'efficacité et la qualité des services fournis. L'Algérie dispose de potentialités importantes pour réaliser cette transformation numérique, avec une jeune population dynamique, un fort potentiel de développement technologique et un engagement politique ferme. Concernant la loi sur la numérisation, Benmouloud a indiqué que cette loi vise à lever les obstacles et à combler les lacunes découlant des avancées technologiques. « Cette législation propose des cadres réglementaires modernes adaptés aux évolutions technologiques rapides, éliminant ainsi les barrières à l'innovation et à la mise en œuvre des technologies numériques. Les législations dans le domaine de la numérisation seront accompagnées de lois d'application spécifiques, fournissant des directives claires et détaillées pour l'exécution des politiques et des stratégies de numérisation», a-t-elle expliqué. Enfin, en revenant à la stratégie nationale de numérisation, la ministre délégué a affirmé que la stratégie vise à interconnecter les données et à lier les informations pour atteindre une intégration optimale. En créant un réseau intégré de données, le pays peut améliorer la collaboration entre les différents secteurs, optimiser les processus décisionnels et favoriser l'innovation.

ALGÉRIE-TUNISIE-LIBYE

Le conseil de partenariat boostera les investissements

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, a estimé que la création d'un conseil de partenariat entre le Conseil du renouveau économique algérien (CREA), l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) et l'Union générale libyenne des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (GUCC) avait vocation à booster les investissements et à augmenter le volume des échanges commerciaux entre les trois pays, a indiqué mardi un communiqué du ministère. En recevant, lundi au siège du ministère, les présidents du CREA, Kamel

Moula, de l'UTICA, Samir Majoul, et de la GUCC, Mohamed Raied, M. Zitouni a salué ce mécanisme (conseil de partenariat) qui a vocation, a-t-il dit, à «renforcer l'action commune en faveur de l'intégration économique dans la région», conformément à «la volonté politique affichée par les dirigeants des trois pays lors de leur première Réunion consultative». «Il appartient désormais aux opérateurs économiques de concrétiser les recommandations convenues, notamment à travers le renforcement de la coopération fructueuse selon le principe gagnant-gagnant pour augmenter le volume des échanges commer-

ciaux, et l'organisation de rencontres d'affaires tripartites pour explorer les opportunités d'investissement créatrices de richesse à même de contribuer au développement économique des peuples des pays frères », a-t-il soutenu. La création d'un conseil de partenariat entre les organisations patronales algérienne, tunisienne et libyenne a été décidée à l'issue d'une rencontre de concertation, lundi, entre les présidents des trois organisations. Ce mécanisme favorisera l'établissement de partenariats d'investissement à forte valeur ajoutée entre les acteurs économiques des secteurs privé et public, notamment au

niveau des zones frontalières, et la réalisation de grands projets de développement, tout en garantissant leur intégration dans les chaînes de valeur mondiales. Le conseil permettra en outre d'organiser des rencontres d'affaires et de partenariat de manière périodique réunissant les différents acteurs économiques des secteurs public et privé, alternativement dans les trois pays, d'unifier les procédures sur le terrain pour faciliter la circulation des marchandises et les transactions monétaires et de créer une banque de donnée unifiée au service des opérateurs économiques des trois pays.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION

43 morts et 1908 blessés en une semaine

Quarante-trois (43) personnes sont décédées et 1908 autres ont été blessées dans 1502 accidents de la circulation survenus durant la période du 14 au 20 juillet à travers le pays, selon un bilan hebdomadaire rendu public, mardi, par les services de la Protection civile. Le bilan le plus

lourd a été enregistré dans la wilaya de Timimoune avec 4 morts et 5 blessés, suite à un (1) accident de la circulation, note la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 2123 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés

dans les wilayas d'Alger (137 incendies), Constantine (132) et Sétif (114), ajoute le communiqué. Durant la même période, 5572 interventions ont été effectuées par les services de la Protection civile pour le sauvetage de 423 personnes en situation de danger, ainsi que 4877 opérations d'assistance diverses.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

BANQUE MONDIALE

L'ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie

La Banque mondiale (BM) a mis en avant les avancées enregistrées par l'Algérie en matière de développement et qui se sont matérialisées par divers acquis économiques, ce qui lui a permis de figurer parmi les quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de la catégorie de revenu intermédiaire inférieur à la catégorie supérieure.

Synthèse Sirine RN

Dans un article publié sur son site web intitulé «ambitieux chemin de développement emprunté par l'Algérie», la BM a indiqué que l'Algérie «poursuit une voie ambitieuse pour son développement. En mettant l'accent sur le renforcement de la résilience, l'adoption d'innovations et la modernisation économique, le pays a franchi une nouvelle étape importante cette année». Le document a noté que la démarche de développement s'est traduite dans le rapport annuel de classification des revenus de la BM publié le 1er juillet 2024 où l'Algérie fait partie des quatre seuls pays dans le monde à avoir franchi le seuil d'une classification de revenu intermédiaire inférieur à supérieur. Ce «changement significatif» est principalement attribuable à la modernisation des systèmes visant à renforcer les capacités statistiques, permettant ainsi une mesure plus précise du Produit intérieur brut (PIB). A ce titre, la BM a indiqué que l'économie algérienne a enregistré une croissance de 4,1% en 2023, le principal facteur ayant contribué à cette amélioration de classement a été la révision complète des statistiques des comptes nationaux, incluant une expansion des estimations d'investissement et une meilleure couverture de l'économie informelle. Citant le représentant résidant de la Banque

mondiale en Algérie, Kamel Braham, le même document a expliqué que le rebasage du PIB, finalisé en 2024, a permis une évaluation plus précise de l'économie algérienne, et ainsi de déclasser le pays dans la catégorie qui reflète le mieux son niveau de développement économique. «Cela souligne l'importance cruciale de la disponibilité de données fiables pour guider les politiques économiques», a-t-il ajouté, sachant que l'importance stratégique d'améliorer la collecte de données pour soutenir la diversification de la croissance en Algérie a été mise en avant comme une priorité dans les derniers rapports de la BM. Ainsi, a-t-on souligné, «des données améliorées et transparentes permettront une meilleure compréhension de la dynamique économique du pays, ouvrant ainsi la voie à des opportunités accrues pour l'élaboration de politiques efficaces». Par ailleurs, la Banque mondiale, se référant à son rapport intitulé «Suivi mondial du torchage de gaz» publié en juin, souligne que les réalisations de l'Algérie comprennent aussi sa classification comme le pays ayant enregistré la plus grande réduction du torchage de gaz observée au niveau mondiale en 2023, marquant ainsi une troisième année consécutive de baisse de ces émissions. En effet, l'Algérie a réussi à réduire de 3% l'intensité du torchage, offrant ainsi un exemple positif dans une année où les tendances mondiales

étaient moins favorables. Depuis quelques années, la Banque mondiale entretient «un dialogue stratégique» avec l'Algérie concernant la durabilité de son secteur énergétique, relève l'article ajoutant que l'assistance technique se concentre sur le soutien au développement d'un programme d'énergie éolienne bancable et sur la contribution à l'élaboration d'une stratégie visant à promouvoir les énergies renouvelables pour différents types de consommateurs. Ces initiatives visent à diversifier le mix énergétique de l'Algérie et à favoriser le développement durable dans ce secteur stratégique, souligne encore la BM qui met en avant son soutien à l'Algérie dans sa quête de résilience pour faire face aux impacts du changement climatique du fait que le pays est confronté à nombre de risques naturels qui peuvent occasionner d'importantes pertes économiques». Dans ce cadre, la Banque mondiale a souligné sa coopération avec la Délégation nationale aux risques majeurs et la Direction générale des forêts (DGF) dans la gestion des risques climatiques et de catastrophes ainsi que les feux de forêts. Elle a également exprimé sa volonté pour une coopération soutenue dans le cadre d'un partenariat dynamique avec l'Algérie, relevant que l'énergie et la résilience climatique et le renforcement du secteur privé constituent des axes prometteurs.

HYDROGÈNE VERT

L'Algérie à la conquête de l'Europe

Par Réda Hadi

Les projets d'hydrogène vert de l'Algérie commencent à prendre forme, aussi bien ceux lancés à l'intérieur du pays que ceux envisagés en partenariat à l'étranger. A l'international, le transfert de cet hydrogène vers l'Europe, se fera à partir du South2 Corridor. Le projet du South2 corridor pour la production de l'hydrogène vert en Algérie et son transfert vers l'Italie et l'Allemagne via la Tunisie incarne le principe de l'approche d'un partenariat basé sur les intérêts communs dans le cadre du plan Mattei et le souci de diversifier les ressources énergétiques pour une durabilité dans la Méditerranée, disent des parties concernées. Un projet majeur de développement d'un gazoduc d'hydrogène de 3 300 km reliant l'Afrique du Nord à l'Europe est en cours, dans le cadre du projet South2 Corridor. Ce projet est mené par les sociétés SnamS.p.A. (Italie), Gasconnect-Austria (Autriche), Trans AustriaGasleitungGmbH (Autriche) et bayernetsGmbH (Allemagne). C'est dans ce cadre, que le groupe Sonatrach a annoncé, dans un communiqué, que les parties concernées par le projet de transport de l'hydrogène vert produit en l'Algérie vers l'Europe (South2 Corridor), se sont accordées sur la signature en septembre prochain d'un protocole d'entente pour la réalisation conjointe

d'études de faisabilité relatives à la mise en œuvre de ce projet intégré, tout le long de la chaîne de valeur de l'hydrogène. A cet effet, le communiqué a expliqué que le projet South2 Corridor a été au centre d'une rencontre de haut niveau organisée, lundi, au niveau du siège de la direction générale de Sonatrach, et ce, en présence des sociétés VNG (Allemagne), SNAM (Italie), SEA CORRIDOR (Italie) et VERBUND (Autriche). «Au cours de cette réunion, diverses présentations et discussions ont été organisées autour de cet ambitieux projet, affirme le communiqué, soulignant, que les parties se sont accordées sur la signature, courant septembre 2024, d'un protocole d'entente pour la réalisation conjointe d'études de faisabilité relatives à la mise en œuvre de ce projet intégré tout le long de la chaîne de valeur de l'hydrogène», précise Sonatrach. Le groupe a, par ailleurs, rappelé que le South2 Corridor, l'une des sources les plus importantes d'approvisionnement de l'Union Européenne en hydrogène vert, vise à transporter près de 4 millions de tonnes d'hydrogène vert par an de l'Algérie vers l'Allemagne en passant par l'Italie et l'Autriche, à travers les infrastructures existantes réaffectées pour transporter l'hydrogène ou de nouvelles infrastructures dédiées. Ce projet jouit d'une crédibilité à tous points de vue, et bénéficie d'une attention particulière de la part des autorités

européennes. Quant à la partie algérienne, ce partenariat énergétique avec l'Union européenne (UE) est «primordial et important» pour un développement efficace de la production d'hydrogène propre en Algérie. Lors de la dernière réunion, des partenaires, l'ambassadeur européen n'a pas manqué de préciser, par ailleurs, l'empressement de l'UE quant à la réalisation et l'aboutissement de ces projets dans les meilleurs délais. «L'Europe veut passer à l'hydrogène le plus vite possible, au moins pour les applications industrielles». En résumé, l'Algérie a divisé sa feuille de route autour de l'hydrogène renouvelable, en trois grands phases. Celle-ci a pour objectif de fournir à l'Europe 10 % de ses besoins en hydrogène vert d'ici à 2040. Dans les grandes lignes, celle-ci se décompose en trois étapes : le démarrage via des projets pilotes (2023 à 2030), l'expansion et la création de marchés (2030 à 2040) et l'industrialisation et la compétitivité du marché (2040 à 2050). A horizon 2040, l'Algérie prévoit ainsi de produire et d'exporter 30 à 40 TWh d'hydrogène gazeux et liquide, avec un mix à la fois composé d'hydrogène bleu, produit à partir de gaz, et d'hydrogène vert fabriqué par électrolyse grâce aux importantes ressources solaires du pays. C'est cet hydrogène renouvelable qui sera adressé à l'Europe. Objectif : couvrir 10 % de la demande du vieux continent d'ici à 2040.

STATION DE
DESSALEMENT DE
KOUDIET DRAOÛÈCHE
D'EL TARF
**Les tests
techniques
débuteront en
octobre
prochain**

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé mardi que les tests techniques de la station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Draouèche dans la commune de Berrihane, wilaya d'El Tarf, "débuteront au mois d'octobre prochain". Au cours de son inspection du projet de cette station appelée à produire quotidiennement 300.000 m3 d'eau dessalée, dans le cadre de sa visite dans les deux wilayas d'El Tarf et d'Annaba en compagnie des présidents des groupes relevant de son département, M. Arkab a assuré qu' "en dépit du retard accusé dans les travaux et estimé à 9 % par rapport à ce qui a été prévu, les tests techniques de la station seront entamés en octobre prochain". Le ministre a insisté sur "la nécessaire accélération du rythme des travaux du projet pour permettre la réception dans les délais contractuels surtout que cette station occupant une aire de 11 hectares contribuera à améliorer les capacités d'approvisionnement en eau potable des habitants des wilayas d'El Tarf, Guelma, Souk Ahras et d'Oum El Bouaghi". Il a rappelé en outre que ce projet s'inscrit dans le cadre du plan de développement initié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour la période 2022-2024 et portant sur la réalisation de stations de dessalement de l'eau de mer pour couvrir les besoins des citoyens en eau potable en cette période de changements climatiques et de sécheresse affectant le monde. Le ministre a valorisé la grande expérience acquise par les entreprises nationales dans le domaine de la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, de maîtrise des techniques propres à ces structures et de formation de compétences nationales dans les divers domaines. Les travaux de réalisation de la station de dessalement de l'eau de mer de Koudiet Draouèche ont été confiés à l'entreprise nationale AEC (Algerian Energy Company), rappelle-t-on.

R E.

SKIKDA

L’ouverture d’unités de traitement des brulés dans les hôpitaux préconisée

Les participants à la session de formation régionale sur "l'organisation et la prise en charge des brulés en cas de catastrophes dues aux incendies", clôturée lundi à Skikda, ont insisté sur "l'ouverture au niveau des divers hôpitaux d'unités spécialisées dans le traitement des brulés". "Ces unités assureront la prise en charge rapide des brulés de sorte à sauver des vies d'une manière efficiente", ont également souligné les intervenants durant la rencontre organisée par le ministère de la Santé en coordination avec la direction locale de la santé et la population, à l'Institut supérieur de formation paramédicale de Skikda. Les recommandations de cette session qui a regroupé des médecins, psychologues, infirmiers, pharmaciens et directeurs d'établissements de santé de six wilayas de l'Est du pays ont affirmé "l'importance de la formation continue, de la mise en place de plans anticipés d'organisation des urgences des catastrophes et de l'organisation régulière d'exercices de simulation". Les participants ont appelé à hâter les travaux de réalisation de l'hôpital régional des grands brulés de Skikda et à former les staffs administratifs dans le domaine de la gestion des crises et la prise en charge psychologique de longue durée des victimes.

ONUSIDA

2024, année décisive pour que le sida cesse d’être une menace de santé publique

L'année 2024 et les décisions prises par les responsables politiques détermineront si oui ou non le monde atteindra l'objectif d'éliminer le sida comme menace de santé publique d'ici 2030, a jugé Onusida lundi. Si les chiffres de 2023 montrent globalement un mieux, l'agence de l'ONU rappelle que la pandémie a tué plus de 42 millions de personnes et que ces progrès restent fragiles. En 2023, un peu moins de 40 millions de personnes vivaient avec le virus du sida, le VIH, révèle le rapport annuel de l'organisation. Environ 1,3 million ont été nouvellement infectées l'année dernière, soit quelque 100.000 de moins qu'un an plus tôt. C'est 60% de moins que lors du pic de 1995, quand 3,3 millions de personnes avaient attrapé le VIH. Mais Onusida n'est pas satisfait parce que l'objectif de seulement 330.000 infections en 2025 semble inatteignable. Le sida tue aussi beaucoup moins : 630.000 morts en 2023, contre 670.000 décès l'année précédente. C'est aussi 69% de moins qu'en 2004, l'année noire de la pandémie. L'accès à une thérapie antirétrovirale est l'enjeu majeur, parce que jugée très efficace aujourd'hui. A fin décembre 2023, pas moins de 30,7 millions de personnes avaient accès à une de ces thérapies, contre seulement 7,7 millions en 2010, mais ce chiffre demeure en deçà de l'objectif 2025 fixé à 34 millions de personnes. Et surtout presque un quart des personnes infectées par le virus n'ont pas de traitement.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Lancement effectif de l’élaboration d’une stratégie nationale

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb, a annoncé, lundi à Alger, le lancement effectif de l'élaboration de la stratégie nationale de lutte contre le changement climatique, qui vise à mettre en œuvre les engagements pris par l'Algérie dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat (COP21). L'annonce a été faite lors la cérémonie de signature de la nouvelle stratégie climat de Sonatrach, en présence du ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, et des PDG du groupe Sonatrach, M. Rachid Hachichi, et de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (AL-NAFT), M. Mourad Beldjhem. A cette

occasion, Mme Dahleb a rappelé que le Gouvernement avait examiné cette stratégie lors d'une réunion présidée par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, en mars dernier, lors de laquelle avait été présentée la feuille de route relative à sa mise en œuvre. La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables a indiqué, à ce propos, que le Premier ministre l'avait alors chargée d'élaborer cette stratégie en concertation "avec tous les secteurs" dans un souci de cohérence et d'efficacité. Concernant la coopération avec le secteur de l'énergie dans le domaine de l'environnement, Mme Dahleb a évoqué l'importante contribution de ce secteur à la réalisation du premier inventaire national des

émissions de gaz à effet de serre pour la période 1990-2020 et du premier rapport biennal actualisé (BUR1). Dans le cadre de cette coopération, un premier modèle de système de mesure, de reporting et de vérification (MRV) pour le secteur de l'énergie a également été développé et testé au niveau de deux sites relevant de Sonatrach pour surveiller de manière "transparente" les émissions de gaz à effet de serre sur une période de 15 mois, a fait savoir la ministre. Sur la base de cette expérience, un projet pilote de mesure sera lancé au niveau de Sonelgaz afin d'améliorer les outils de mesure liés à la production, au transport et à la distribution de l'électricité et du gaz naturel, a ajouté Mme Dahleb.

PORTES OUVERTES DE L'ACADÉMIE MILITAIRE "HOUARI-BOUMEDIENE" DE CHERCHELL

Forte affluence du public

L'Académie militaire "Houari-Boumediene" de Cherchell (Tipasa) a organisé, lundi, des portes ouvertes qui ont été marquées par une forte affluence du public, notamment des jeunes venus prendre connaissance du système de formation de l'Armée nationale populaire (ANP) au sein de cet établissement. Cette manifestation annuelle a été ouverte par la présentation, au public, des diverses spécialités et formations militaires, et des différentes structures de l'établissement, suivi d'une allocution du Commandant de l'Académie, le Général-major Salmi Bacha, lue en son nom par le Commandant de l'école annexe "Abane Ramdane", dans la-

quelle il a indiqué que ces portes ouvertes visaient à "faire connaître l'académie, ses modes de formation et les conditions d'adhésion à l'ANP". Il a, par ailleurs, souligné que le Haut Commandement de l'ANP "accorde un intérêt particulier au volet de l'Information, toutes formes confondues, étant la pierre angulaire de l'opération de communication au sein de l'institution militaire voire un moyen de cohésion entre les éléments de l'ANP et le peuple et son armée en tant qu'institution républicaine au

service de la Nation pour consacrer le lien Armée-Nation". L'académie, précise-t-il, a traversé plusieurs étapes "d'évolution et de modernisation à tous les niveaux, jusqu'à devenir aujourd'hui un phare lumineux en termes de sciences et de culture militaires, de compétences de commandement et de maîtrise des technologies modernes dont sont équipés les systèmes d'armes, tous domaines confondus".

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 14 جويلية 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 14 Juillet 2024

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		Prix du détail ¹ DA / Kg	د ج / كلغ		
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	94	102	86	البطاطا
	Tomate	68	80	56	الطماطم
	Oignon sec	48	54	43	البصل الجاف
	All sec	324	387	261	الثوم الجاف
	Carotte	77	92	61	الجزر
	Navet	183	199	166	لفت
	Poivron	99	111	87	الفلفل الاخضر
	Piment	121	139	104	الفلفل الحار
	Courgette	79	89	68	الكوسة
	Haricot vert	209	230	188	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	93	103	82	الخس
Fruits frais	Pomme locale	436	534	338	التفاح المحلي
	Datte	555	690	420	التمر
	Melon	113	125	101	البطيخ الاصفر
	Pastèque	86	97	74	البطيخ الاحمر
	Banane	323	338	308	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1747	1891	1603	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	337	349	326	الدجاج
	Ceufs (Unité)	15	16	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	89	حليب البقر (لتر)
					المنتجات ذات الأصل الحيواني

FEUX DE FORÊT

Près de 500 ha de végétation déjà ravagés !

Depuis le 1er mai dernier, les incendies ont dévasté près de 500 hectares de végétation précieuse, de récoltes agricoles et d'arbres fruitiers à travers 25 wilayas. Tous ces feux sont d'origine humaine, d'où la nécessité d'une vigilance accrue et de mesures préventives rigoureuses pour dissuader et sanctionner les actes criminels, qu'ils soient délibérés ou accidentels, comme l'a souligné Hamid Afra, le délégué général aux risques majeurs au ministère de l'Intérieur. Cette situation appelle également à une sensibilisation continue de la population et à une coopération renforcée entre les autorités locales, les communautés et les acteurs civils pour protéger nos écosystèmes fragiles et notre patrimoine naturel commun.

Par Mourad A.

Lors de son passage à l'émission « L'invité de la rédaction » de la radio chaîne 3 de la Radio Algérienne, hier matin, Hamid Afra a indiqué que le plan national de lutte contre les incendies de forêts, ambitieux et multifacette, comprend une série d'initiatives préventives essentielles, comme la mise en service de pistes forestières et la création de points d'eau ainsi que d'aires d'atterrissage pour les moyens aériens. Ce plan est soutenu par des conseils interministériels présidés par le Premier ministre, soulignant l'engagement gouvernemental envers la sécurité et la préservation de nos forêts. Rappelant que, en réponse aux menaces grandissantes liées au changement climatique, l'État algérien a mis en place un plan national robuste, illustré par l'inauguration d'une nouvelle base aérienne à Mostaganem dédiée non seulement à la lutte contre les incendies mais aussi à l'évacuation sanitaire. Cette initiative vise à renforcer nos capacités d'intervention et à protéger nos ressources forestières et nos communautés. La campagne de lutte, débutée dès le 1er mai, a bénéficié d'une augmentation significative

des moyens aériens, avec 25 appareils et des drones de détection mobilisés. Il a également souligné que 40 plans de prévention ont été élaborés à travers les wilayas les plus exposées, appuyés par 500 unités d'intervention de la Protection civile. Ces efforts concertés ont montré des résultats tangibles : moins de 500 hectares ont été touchés cette saison, sans qu'aucun décès ne soit à déplorer jusqu'à présent. S'agissant des moyens aériens, l'invité de la rédaction a indiqué que les moyens engagés comprennent 25 appareils et des drones, parmi lesquels figurent six avions bombardiers d'eau acquis en 2024, en plus d'autres affrétés. Combinés aux ressources existantes, comme les six hélicoptères de la Protection civile et cinq appareils du ministère de la Défense nationale, notamment le Berviv avec sa capacité impressionnante de 12 000 litres d'eau, ces équipements témoignent d'une préparation accrue pour faire face à toute éventualité. Enfin, Hamid Afra a expliqué que la loi 24-04 établira clairement les responsabilités sectorielles pour les 18 risques identifiés, après un processus consultatif approfondi. Cette législation renforcée promet de mieux structurer notre réponse face aux crises futures, mettant l'ac-

cent sur la prévention et la coordination efficace entre les ministères et les entités locales. Avec cette nouvelle orientation législative et opérationnelle, l'Algérie se dote d'un cadre robuste pour affronter les défis climatiques actuels, promouvant ainsi une gestion proactive et responsable de nos ressources naturelles et de la sécurité de nos concitoyens. Pour rappel, dix wilayas ont été violemment frappées par des incendies dévastateurs lors de la journée caniculaire du dimanche dernier, où les thermomètres flirtaient avec les 45 degrés Celsius. Parmi les zones les plus durement touchées, Béjaïa a compté pas moins de 11 départs de feu. Face à cette menace brûlante, la wilaya a mobilisé tous ses moyens disponibles, incluant quatre avions bombardiers d'eau, dans une lutte acharnée pour contenir les flammes voraces. Simultanément, dans la wilaya de Tizi-Ouzou, les efforts conjugués de la Protection civile, de la Conservation des forêts, de l'Armée nationale populaire (ANP), ainsi que des citoyens et des travailleurs communaux, ont permis de maîtriser les feux de forêt qui ont éclaté le même jour, après une journée tendue marquée par une mobilisation sans faille jusqu'au crépuscule.

RELATIONS ALGÉRO-TCHÈQUE

Booster la coopération et renforcer l'amitié entre les deux pays

La République Tchèque œuvre à booster la coopération dans plusieurs secteurs et à renforcer les liens d'amitié avec l'Algérie, a souligné lundi à Tizi-Ouzou, l'ambassadeur Tchèque, Jan Czerny. En visite dans la capitale du Djurdjura pour le vernissage, à la galerie d'art Mohia, d'une exposition intitulée "Les anges en vert" en hommage à la pacifiste tchèque Bertha Von Suttner Kinsky, première femme à recevoir le prix Nobel de la paix en 1905, le diplomate a noté qu'il œu-

vrait, depuis son installation en Algérie il y a 14 mois, à développer davantage les relations d'amitié et de coopération dans divers domaines, entre son pays et l'Algérie. Il a expliqué que cette coopération, qui concerne notamment les secteurs de l'industrie, l'énergie, la recherche et le commerce, mais aussi la culture, sera adaptée aux exigences de la nouvelle Algérie qui œuvre à diversifier son économie hors du secteur des hydrocarbures. D'autres domaines dont la re-

cherche scientifique à travers la coopération entre les universités des deux pays, notamment pour le développement de la nanotechnologie, et le secteur énergétique, sont également prévus. Il a cité également la coopération dans le secteur agricole, faisant savoir que le constructeur de matériel agricole Zetor a "une grande volonté d'investir en Algérie pour produire les tracteurs Zetor". Concernant la coopération culturelle, l'ambassadeur a évoqué la participation

de son pays à des spectacles et autres manifestations en Algérie. C'est justement dans le cadre de la coopération culturelle qu'a été initiée l'exposition "Les anges en vert" qui retrace la lutte pour la paix de Bertha Von Suttner Kinsky (1843-1914), secrétaire privée d'Alfred Nobel et auteur du roman pacifiste "Dte Waffen Nieder!" (Bas les armes!), dans lequel elle décrit la guerre du point de vue d'une femme. Le roman a été traduit en 12 langues.

Par R E.

MOHAMED EL HABIB ZAHANA, MINISTRE DES TRANSPORTS

«L'approche économique déterminera les orientations liées aux ports et aux aéroports»

Le ministre des Transports, Mohamed El Habib Zahana a souligné, lundi à Mostaganem, que c'est l'approche économique qui déterminera à l'avenir les orientations et les perceptions liées aux ports et aux aéroports et les différentes infrastructures de base relevant du secteur. M. Zahana, qui était accompagné du ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a déclaré à l'issue de sa visite à la base aérienne d'évacuation sanitaire et de lutte contre les incendies à l'aéroport de Sayada (sud de Mostaganem), que "l'activité et la croissance économique

au niveau de différentes wilayas fixent toutes les orientations et les perceptions concernant les ports et les aéroports et les différentes infrastructures relevant du secteur des transports". Le ministre a indiqué que grâce aux ports et infrastructures qu'elle recèle, en plus de son tissu économique, la wilaya de Mostaganem peut être promue à un rang national dans plusieurs domaines en relation avec ses atouts naturels et ses capacités économiques. Rappelant que "la valeur économique déterminera les politiques", M. Zahana a fait savoir que "cette structure de base (la base aérienne)

est un moyen qui peut être une locomotive en mesure d'engendrer d'autres activités et de nouvelles dimensions dans les années à venir". Il a, par ailleurs, inspecté cette infrastructure gérée par la société Tassili Airlines (filiale de Sonatrach), qui contribue au plan national d'évacuation sanitaire et de lutte contre les incendies de forêts, à travers une flotte déployée, composée de 4 avions bombardiers d'eau, un avion de soutien logistique et un hélicoptère d'évacuation sanitaire". Les deux ministres ont inspecté, auparavant, les travaux d'aménagement de la zone industrielle de Bordjia (commune

de Hassiane) avec ses tranches 1 et 2, qui peuvent fournir respectivement 465 et 427 assiettes foncières, la plupart destinées à l'exploitation industrielle, et ce outre des espaces d'exposition, des espaces verts et des terrains destinés aux équipements publics et parkings pour véhicules et camions. Le taux d'avancement des travaux d'aménagement (routes, eau, assainissement et fibres optiques) dans la région, qui ont connu la domiciliation de 13 projets d'investissement devant générer 2.500 postes d'emploi, a atteint 99 pour cent, selon les explications fournies.

CLIMAT

Les forêts de plus en plus soumises à des pressions liées au réchauffement

Les forêts sont de plus en plus confrontées à des pressions liées au changement climatique dans le monde, telles que les incendies et les ravageurs, a indiqué lundi l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) dans un rapport mettant l'accent sur le rôle de l'innovation dans la réalisation d'un avenir durable pour le secteur forestier. Publié en marge de la 27ème session du Comité des forêts (COFO), qui se tient au siège de la FAO à Rome jusqu'à vendredi, le nouveau rapport sur "la Situation des forêts du monde 2024" indique qu'il existe des preuves suggérant que le changement climatique rend les forêts plus vulnérables aux facteurs tels que les incendies et les ravageurs. L'intensité et la fréquence des incendies de forêt augmentent, y compris dans des zones qui n'étaient pas touchées auparavant. "Ce nouveau rapport aidera les Etats membres de la FAO et d'autres parties prenantes à favoriser une innovation responsable, inclusive et essentielle dans le secteur forestier afin de renforcer la durabilité et la résilience des systèmes agroalimentaires pour un monde meilleur et un meilleur avenir pour tous", a écrit le Directeur général de la FAO, QU Dongyu, dans l'avant-propos du document. Face à ces défis, le rapport affirme que l'innovation dans le secteur forestier est un facteur essentiel de progrès dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD). L'étude appelle à sensibiliser, à renforcer les compétences, les capacités et les connaissances en matière d'innovation en misant sur l'intelligence artificielle, et aussi à encourager les partenariats transformationnels, en plus de garantir un financement plus important et universellement accessible pour l'innovation, et fournir un environnement politique et réglementaire incitatif. Le rapport a été publié en marge de la 27ème session du Comité des forêts (COFO), qui se tient au siège de la FAO à Rome jusqu'à vendredi, sous le thème "Accélérer les solutions forestières par l'innovation".

JIJEL

Plus de 5 milliards DA pour l'entretien des routes dégradées suite aux intempéries

La wilaya de Jijel a bénéficié dernièrement d'une enveloppe financière de 5,31 milliards DA pour l'entretien des routes dégradées suite aux intempéries de fin février dernier, apprend-on lundi des services de la wilaya. "Ce montant sera mobilisé pour financer 24 opérations d'entretien des dégradations du réseau routier à la suite des intempéries qu'avait connu la wilaya de Jijel les 28 et 29 février 2024", a précisé la même source. Ces opérations dont les travaux démarreront dès la fin des procédures légales des marchés publics concerneront 22 communes et permettront à terme d'améliorer la fluidité du trafic, de réduire le nombre d'accidents, d'éliminer les points noirs et d'améliorer la sécurité des usagers, a-t-on indiqué. Le montant de ces opérations a été fixé après une estimation réalisée par les services de la wilaya sur les dégâts du réseau routier et les coûts des travaux à engager, a-t-on conclu.

NOUVEL HÔPITAL
D'AIN M'LILA**Dix milliards pour l'équipement**

Une enveloppe financière de dix milliards vient d'être octroyée à l'équipement du nouvel hôpital de 240 lits de la commune d'Ain M'lila, dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, a indiqué, le Directeur local par intérim de la Santé et de la Population (DSP), SouhilBelhatem. « Les équipements à acquérir pour cette structure hospitalière comprennent le matériel du pavillon des opérations chirurgicales et des services de radiologie, de réanimation et de médecine légale ainsi qu'un scanner, divers équipements médicaux et bu-reautiques », a-t-il déclaré. L'opération d'équipement de cet établissement sanitaire a atteint actuellement 70 % et sera terminée dans les quelques prochains mois, avant de mettre officiellement en service cet hôpital, a fait savoir le même responsable. Le personnel de l'ancien Etablissement Public Hospitalier (EPH) Slimane Amirat de la même ville sera transféré, à terme, vers le nouvel hôpital, a-t-on ajouté.

NOUVELLE STATION DE TRAITEMENT ET D'ÉPURATION DES EAUX USEES DE BECHAR

Infrastructure d'envergure en matière de la protection de l'environnement

La nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP) dont a bénéficié la commune de Bechar, est une infrastructure hydraulique d'envergure, en matière de la protection de l'environnement, et mettra un terme à la pollution du bassin de l'oued Bechar, a-t-on appris lundi auprès du responsable de ce projet.

Cette STEP de cinquième génération dont la réalisation a pris en compte les normes environnementales, est dotée d'un système de traitement et d'épuration des eaux usées dite tertiaire à savoir filtré à disques et ultraviolet, ce qui permettra le traitement, l'épuration de la qualité des eaux suivant des technologies ultra-modernes dans ce domaine", a déclaré à l'APS le directeur de ce projet Abdelkrim Khalifa. "Cette nouvelle réalisation hydraulique qui a été mise en service récemment, va contribuer désormais au traitement et à l'épuration de 55.000 m3 par jour, permettra aussi de traiter la même qualité d'eau d'une population de 386.000 habitants à l'horizon 2040, et la protection de la nappe phréatique des méfaits des rejets antérieurs des mêmes eaux sur le lit de l'oued Bechar, qui longe la ville éponyme sur un parcours de 19 km", a-

t-il expliqué. "La concrétisation de cette STEP s'inscrit dans le cadre de la stratégie nationale de récupération des eaux usées et leur valorisation à travers la couverture des besoins des secteurs économiques notamment celui de l'agriculture dans le but d'assurer un développement intégré et durable de la région de Bechar", a-t-il ajouté. "A ce titre, il est prévu la mise en place d'une importante quantité d'eaux épurés pour les besoins de l'irrigation des exploitations agricoles situées à sa proximité et qui s'étendent sur une superficie de 1.200 ha", a fait savoir ce responsable. Située à deux (2) km au sud de la commune de Bechar, cette installation qui s'étale sur une superficie de 40 ha, a pour objectif d'assainir les eaux usées domestiques, industrielles et les eaux pluviales acheminées par trois importants collecteurs principaux et ce à travers ces modules et sa station de prétraitement dédiés au dégrillage, dessablage, dégraissage, traitement biologique, clarification des mêmes eaux et de traitement des boues, grâce à huit (8) bassins spécifiques à chacun des mêmes modules". "La boue produite à l'avenir par cette station sera offerte gracieusement aux agriculteurs de la région en sa qualité d'engrais biologique et ce dans le cadre de l'apport du secteur de l'hydraulique au développement du secteur agricole dans la région notamment les activités liées à l'agriculture biologique", a-t-il détaillé. En plus de son apport à ce secteur, il est prévu la réalisation d'une conduite de 63 km pour l'acheminement des eaux épurées vers la nouvelle zone industrielle de "Toumiat" (Nord de Bechar) pour le renforcement des besoins en eau du future complexe sidérurgique de Bechar.

EL-MENEA

Plus de 150 exploitations agricoles raccordées au réseau d'électricité

Pas moins de 156 exploitations agricoles, d'une surface globale de 3.540 hectares (ha) dédiés au développement des cultures stratégiques, ont été raccordées au réseau d'électrification dans la wilaya d'El-Meneaâ, a-t-on appris lundi de la direction de distribution (Sonelgaz-distribution). La mise en service de l'électrification lancée par les autorités locales a permis en premier lieu l'alimentation de

150 exploitations agricoles au niveau du périmètre Hassi Lâabid, à 3 km de la commune d'El-Meneaâ, à la faveur de la réalisation d'un réseau de distribution de 21 km de lignes de basse tension (BT), et d'un autre de 8 km de haute tension (HT), en sus de la mise en place de 15 transformateurs électriques. Ces exploitations vastes de 3.500 ha sont versées dans la production des cultures straté-

giques, phœnicicole, fruitière, maraîchère et l'élevage, a-t-on expliqué. Cette opération d'électrification a été également appuyée d'une autre de raccordement de six (6) exploitations agricoles vastes de 40 ha, structurées en périmètre de "Hassi-Touil", commune de Hassi El-Gara, ayant nécessité la réalisation, à la faveur d'un montant d'investissement public de 8,6 millions DA, d'un réseau

de 14 km et de six (6) transformateurs électriques d'une capacité de 160 Kilovolts chacun. Retenues au titre des efforts de développement du secteur de l'agriculture et d'électrification des différentes régions de la wilaya, pôle agricole en cultures stratégiques, des opérations similaires d'électrification seront réalisées au profit des autres périmètres agricoles de la wilaya.(APS)

AIN AZEL/SÉTIF

Plusieurs opérations d'appui au développement local retenues

Plusieurs opérations d'amélioration du cadre de vie des habitants de la commune d'Ain Azel (Sud de Sétif) viennent d'être retenues au titre du budget complémentaire 2024 pour une enveloppe financière de plus de 190 millions DA, apprend-on lundi du vice-président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité, Noufel-Benchoula. Ces opérations au nombre de 23 dont les travaux débiteront "avant la fin de l'année en cours 2024" répondent aux préoccupations de la population en matière d'aménagement urbain,

d'entretien des routes, d'amélioration du service de l'eau et de développement du réseau d'assainissement dans plusieurs quartiers, notamment ceux à forte densité urbaine, a indiqué le même élu. Selon le même élu, il s'agit de l'aménagement urbain des avenues "Daoud Salah" et "Mohamed Kernif", des cités "Belazam Est", "Touaal", "Kera Saïd" et "Arbaoui" outre l'achèvement des travaux engagés dans les cités "Kouadri", "Dhiabet" et "Bouguetoucha", ainsi que l'aménagement de la place de l'Indépendance et la réhabilitation du jardin public Emir

Abdelkader. Il sera procédé également, au terme des procédures légales, à l'étude et la réalisation d'un forage à Taghlat près du village Harkaouet et un autre de remplacement au jardin El Wiam El Madani outre la réalisation du réseau d'assainissement à la cité "Harbadji Mohamed Larbi" et à l'acquisition de pompes pour forages et leurs accessoires, selon encore la même source. Il s'agira aussi de l'étude, du contrôle géotechnique et de la réalisation d'une route entre la cité "Boumestor" et la voie de contournement de la ville avec un ou-

vrage d'art, de l'entretien et du contrôle géotechnique du chemin communal CC 421 entre Kettf El Bir et BirDjaafar sur une distance de 1,5 km et de l'aménagement de la route desservant sur 1 km les agglomérations "Dhiabat" et "Sbéa", est-il noté. Ces opérations d'appui au développement local de cette commune s'ajoutent aux actions de réhabilitation du marché de proximité de la cité "Sehamda", d'équipement des cantines scolaires et de réalisation d'un stade de proximité à la cité "Boumestor", souligne encore le même élu.

PRÉSIDENTIELLES AMÉRICAINES

Le retrait de Joe Biden pourrait-il permettre aux Démocrates de changer de cap ?

En abandonnant la rhétorique économique populiste, le Parti démocrate fait fausse route en vue des élections de novembre. Le retrait de Joe Biden de la campagne de réélection pourrait donner aux Démocrates l'occasion de changer de cap.

Par Branko Marcetic (*)

Une semaine après le début d'une crise électorale sans précédent concernant l'aptitude du candidat démocrate à exercer ses fonctions, on ne sait toujours pas exactement ce qui va advenir avec Joe Biden. Le ton provocateur du président à l'égard des Démocrates contraste avec la position apparemment moins assurée qu'il a adoptée lorsqu'il s'est adressé à un allié clé, tandis que l'élan en faveur de son éviction se renforce parmi les Démocrates et les médias de centre-gauche face à des sondages terribles après une performance lors du débat [face à Trump] qui a horrifié le pays et le monde entier.

Les craintes de ce qui pourrait arriver si le parti remplace son porte-étendard à cette heure tardive – ou, plus précisément, s'il donne les clés à la vice-présidente Kamala Harris – sont en train de se répandre. Elles n'ont pas lieu d'être. La réalité est que le remplacement de Biden en tant que candidat démocrate, voire en tant que président en exercice, serait un avantage significatif pour les Démocrates, leur offrant la possibilité d'une véritable remise à zéro que peu de partis obtiennent au milieu d'une campagne électorale ratée et leur permettant de s'éloigner de la direction désastreuse dans laquelle Biden les a entraînés au cours de l'année et demie écoulée.

On a en quelque sorte déjà oublié qu'au cours des huit dernières années, les Démocrates ont eu deux tests réels de ce qui fonctionne et ne fonctionne pas pour gagner des élections présidentielles, et des élections contre Donald Trump en particulier. Le premier a eu lieu en 2016, lorsqu'ils ont fait campagne en se contentant de dire à quel point l'autre était effrayant et qu'ils n'ont pas fait grand-chose pour gagner les électeurs progressistes, si ce n'est de leur dire qu'ils n'avaient pas le choix. Ce fut un échec. La deuxième fois, en 2020, lorsqu'ils ont fait cause commune avec les progressistes pour produire et présenter ensemble un programme populiste assez ambitieux, a été couronnée de succès.

D'innombrables facteurs ont bien sûr joué dans les deux résultats, notamment l'impopularité de Trump, l'indignation et l'épuisement que sa présidence chaotique avait suscités. Mais comme de nombreux commentateurs l'ont souligné à l'époque et depuis, les efforts de Joe Biden, qui n'ont rien à

voir avec ceux de Clinton, pour séduire les progressistes et unifier le parti ont été déterminants pour une victoire qui l'a vu calmer les sceptiques progressistes, dynamiser les progressistes et les jeunes électeurs, motiver les groupes de base à faire du porte-à-porte, et construire une large coalition d'électeurs – sauvant ainsi sa campagne de son propre choix malavisé d'annuler le démarchage en personne, et du distributeur de billets désespéré de Trump et de l'expansion du filet de sécurité qui a permis à l'ancien président en difficulté d'obtenir un résultat étonnamment fort.

Pourtant, même si cela s'est produit il y a seulement quatre ans – et même s'il s'agissait de leur propre stratégie gagnante – Biden et son camp ont inexpliquablement décidé de répéter la stratégie ratée de 2016 qui a mis Trump à la Maison Blanche.

Biden n'a toujours pas de programme politique, mentionne à peine ce qu'il fera au cours de son second mandat lors de ses apparitions publiques ou sur son site Internet, et semble avoir renoncé aux politiques populaires qu'il n'a pas réussi à faire adopter au cours de son premier mandat, comme la gratuité des universités populaires ou l'abaissement de l'âge auquel les gens peuvent bénéficier de l'assurance-maladie. Face aux plaintes du public concernant les difficultés économiques et à la désapprobation croissante de sa présidence, le président et ses proches ont refusé de prendre au sérieux les préoccupations des électeurs, estimant que le public se trompait simplement et préférant insister sur le fait que l'économie fonctionne pour eux et réaffirmer ses réalisations.

Il s'agirait d'un choix délibéré de Biden et de ses conseillers, convaincus qu'il leur suffira de marteler le danger que représente Trump et la menace qu'il fait peser sur la démocratie pour gagner en novembre – même si cette approche a permis à Biden d'être constamment derrière Trump dans les sondages, malgré la condamnation pénale de l'ancien président et les projets de plus en plus fous de ce dernier et de ses alliés pour un second mandat répressif. Même si la campagne est en crise, le seul plan de l'équipe Biden pour redresser les chiffres est apparemment d'espérer que de bonnes nouvelles économiques, comme une baisse des taux de la Réserve fédérale, tombent du ciel à l'automne.

Pire encore, lorsque Biden a opté pour une présidence activiste, c'était pour tenter de séduire la droite, en partant du principe que les électeurs de gauche

n'auront d'autre choix que de se rendre en masse aux urnes quoi qu'il arrive. Ses deux principales réalisations politiques de cette année – le public ayant vu le président tenter de remuer ciel et terre pour les faire passer – ont été une éviscération du droit d'asile à la Trump et 100 milliards de dollars pour des guerres à l'étranger, après avoir abandonné depuis longtemps son vœu d'une « politique étrangère en faveur de la classe moyenne ». Ni l'un ni l'autre ne l'ont aidé auprès des électeurs républicains et, dans le cas de la guerre profondément impopulaire contre Gaza, cela a déchiré son parti, lui a probablement coûté l'État du Michigan et lui a fait perdre le soutien d'un large éventail d'électeurs qui, par ailleurs, sont des Démocrates fiables, dans une élection qu'il est déjà en train de perdre.

Le retrait de Biden de la campagne, voire de la présidence, permettrait au parti et à son remplaçant d'inverser la tendance.

Ils pourraient faire comme Biden en 2020 et publier une plateforme audacieuse, dont les idées politiques individuelles pourraient être réitérées dans des discours, des interviews et des communiqués de presse, de la même manière que Trump, lors du débat de la semaine dernière, a continuellement ramené chaque question à son sujet de prédilection, l'immigration.

Idéalement, l'accent serait mis sur la manière dont ces programmes pourraient atténuer la crise du coût de la vie dont souffrent les Américains. Le travail des Démocrates a déjà été largement fait pour eux : ils pourraient simplement se présenter avec les idées populaires que Biden a abandonnées après 2021, comme un salaire minimum de 15 dollars (ou plus), une maternelle universelle, des subventions pour la garde d'enfants, ou même l'option d'assurance maladie publique dont il a cessé de parler dès qu'il a remporté la victoire.

C'est exactement ce qui a permis au successeur d'Andrés Manuel López Obrador de remporter une victoire écrasante lors des dernières élections mexicaines, ce qui contraste fortement avec les discours sans nuances du camp Biden sur la protection de la démocratie.

Ils pourraient également promettre de relancer certaines politiques populaires de l'ère de la pandémie que le président a laissé tomber, comme l'extension de Medicaid, dont 24 millions d'Américains, et ce n'est pas fini, ont été exclus. Il serait également judicieux de dévoiler un programme de loge-

ment majeur et très médiatisé avec quelque chose d'audacieux – peut-être le type de plafond national de loyer proposé par Bernie Sanders en 2020 – car la montée en flèche des coûts du logement est de plus en plus au cœur de la frustration des électeurs face à l'inflation, et constitue une préoccupation particulièrement importante pour les jeunes électeurs que Biden saigne actuellement. Si Biden devait démissionner totalement de la présidence, comme certains le demandent, son successeur pourrait même utiliser des décrets pour progresser dans cette voie et démontrer son engagement à mettre en œuvre une telle plateforme.

Le plus urgent est peut-être qu'ils promettent de changer radicalement de cap sur Gaza ou qu'ils le fassent réellement. La prédiction initiale du camp Biden selon laquelle la guerre et le soutien inconditionnel de Biden à cette dernière allaient transformer sa présidence s'est avérée catastrophiquement erronée. Outre le fait qu'il est devenu une figure détestée d'une partie de l'opinion publique et qu'il a été physiquement empêché de faire campagne sur les campus universitaires, le conflit menace d'éclater à tout moment en une guerre régionale calamiteuse, qui pourrait entraîner les États-Unis dans son sillage.

Le successeur de Biden a maintenant la possibilité de laver la campagne 2024 du parti de cette honte et d'éviter un autre borborygme au Moyen-Orient – même si la question de savoir s'il y parviendra si Biden reste en fonction, facilitant l'imprudance de Netanyahu, reste ouverte.

L'administration Biden et sa campagne allaient dans la mauvaise direction bien avant son horrible prestation lors du fameux débat, et les Démocrates auraient tort de penser qu'il leur suffit de remplacer la personne à la tête du parti pour gagner. La bonne nouvelle pour le parti est qu'il dispose d'un modèle de victoire contre Trump qui a fait ses preuves, et qu'il a maintenant l'occasion idéale de le mettre en pratique et suffisamment de temps pour le faire. Mais faire ce qu'il faut ou ce qui est politiquement intelligent a rarement été le point fort de l'establishment démocrate.

(*) un des rédacteurs de Jacobin, il est aussi l'auteur de Yesterday's Man : The Case Against Joe Biden [L'homme du passé : le dossier contre Joe Biden, NdT]. Il vit à Chicago, dans l'Illinois.

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

EGYPTE

MNT-Halan lève 157,5 millions \$ pour financer son expansion

Après des levées de fonds de 520 millions \$, opérées au cours des trois dernières années, l'entreprise égyptienne de services financiers obtient un capital supplémentaire qui servira à alimenter sa croissance au-delà de son marché domestique.

La fintech égyptienne MNT-Halan a annoncé le samedi 20 juillet 2024, la levée d'un financement de 157,5 millions \$, pour soutenir sa croissance et son expansion géographique. Sur ce montant, la Société financière internationale (SFI) a investi 40 millions \$ en fonds propres. Le capital restant a été fourni par 5 anciens investisseurs, à savoir : Development Partners International, Lorax capital partners, Apis Partners, Lunate et GB Corp.

MNT-Halan prévoit d'utiliser ce financement pour se développer au-delà de l'Egypte. Les pays ciblés n'ont pas été dévoilés. « Bien que l'Egypte reste notre principal marché, nous nous engageons à révolutionner l'accès aux services financiers au-delà des frontières égyptiennes », a fait savoir Mounir Nakhla, directeur général de MNT-Halan.

Le cycle actuel fait suite à des levées de fonds de 400 et 120 millions \$ effectuées par la fintech en janvier 2023 et en septembre 2021. Cofondée en 2018 par Mounir Nakhla et Ahmed Mohsen, elle affirme avoir alloué à ce jour, plus de 4,4 milliards \$, sous forme de prêts, à plus de 7 millions de clients en Egypte.

Son activité porte sur l'octroi de solutions financières comprenant des micro-crédits, des crédits à la consommation, des solutions d'épargne et de paiements mobiles aux particuliers et entreprises.

TOURISME INTÉRIEUR EN TUNISIE

Une révision s'impose

Sous toutes ses formes : culturel, écologique, d'affaires, E-tourisme..., le tourisme, offre une alternative prometteuse qui pourrait non seulement diversifier l'offre, mais aussi valoriser les richesses authentiques du pays. Le modèle traditionnel du tourisme de masse, souvent jugé peu respectueux de l'environnement et des communautés locales, montre clairement ses limites. Et si la Tunisie repensait son modèle touristique pour valoriser sa richesse culturelle et naturelle, tout en offrant des tarifs plus justes et accessibles ?

Le tourisme en Tunisie, longtemps dominé par une approche classique axée sur le soleil et la mer, est à un tournant décisif. Alors que le monde se tourne de plus en plus vers des formes de tourisme plus durables et enrichissantes, la Tunisie a l'opportunité de redéfinir son image touristique. Le tourisme, sous toutes ses formes : culturelle, écologique, d'affaires, offre une alternative prometteuse qui pourrait non seulement diversifier l'offre, mais aussi valoriser les richesses authentiques du pays.

Parallèlement, une révision des pratiques tarifaires, notamment le passage à une tarification par chambre plutôt que par personne, est essentielle pour rendre le tourisme plus inclusif et acces-

sible aux Tunisiens. Avec un Smig qui ne dépasse pas 500 dinars, il est inconcevable de maintenir des prix exorbitants en haute saison.

La fin du tourisme de masse

Le modèle traditionnel du tourisme de masse, souvent jugé peu respectueux de l'environnement et des communautés locales, montre clairement ses limites. L'afflux de touristes dans des zones déjà surchargées, la surconsommation des ressources naturelles et la dégradation de l'environnement sont des conséquences directes de ce modèle dépassé. De plus, les retombées économiques pour les populations locales sont souvent insuffisantes, voire inexistantes, les

bénéfices étant principalement captés par les grandes structures hôtelières et les tour-opérateurs internationaux.

Il est donc grand temps pour la Tunisie d'adopter une vision plus responsable et inclusive du tourisme. Une telle démarche implique de repenser les stratégies touristiques en profondeur pour intégrer des pratiques durables qui bénéficient à la fois à l'environnement et aux communautés locales. Cela inclut la promotion de circuits touristiques qui mettent en avant le riche patrimoine historique du pays, de ses sites archéologiques aux médinas pittoresques. Les visiteurs pourraient ainsi découvrir la véritable essence de la Tunisie, au-delà des plages et des complexes hôteliers.

Par ailleurs, la valorisation des réserves naturelles et des paysages époustouflants permettrait de développer un tourisme écologique respectueux de la biodiversité. Des activités comme la randonnée, l'observation des oiseaux et les séjours en écolodges pourraient attirer une nouvelle clientèle sensible aux enjeux environnementaux.

De ce fait, promouvoir les produits du terroir, qu'il s'agisse de l'artisanat local, de la gastronomie traditionnelle ou des vins et huiles d'olive, offrirait aux touristes une expérience authentique et enrichissante. Cela stimulerait également l'économie locale, en favorisant les petits producteurs et les artisans, et en créant des emplois durables dans les régions rurales.

LIBYE

Reprise de l'exploration pétrolière dans le bloc 47 du bassin de Ghadamès

Plusieurs compagnies de premier plan dont l'Algérienne Sonatrach, l'Italienne Eni ou encore la Britannique BP ont des intérêts dans le bassin de Ghadamès stratégique dans le plan d'augmentation du plateau de production de brut de la Libye. La société publique du pétrole de la Libye (NOC) a annoncé, dimanche 26 mai, qu'elle a relancé ses opérations de prospection pétrogazière dans le bloc 47, une zone d'intérêt de 6 182 km² située dans le prolifique bassin de Ghadamès.

Ce développement intervient à la faveur de l'acquisition des 50 % de participation de la

compagnie Medco International Ventures Limited (MedcoEnergi) dans le projet, 10 ans après que la prospection pétrogazière y a été suspendue. Cette dernière qui était le précédent opérateur de l'exploration du bloc, détenait également 25 % de droits dans son développement.

Selon la NOC, cette transaction a consolidé son contrôle sur les activités pétrolières de NafusaOil Operations BV, la joint-venture créée avec MedcoEnergi et la Libyan Investment Authority (LIA), en rationalisant les opérations et en améliorant l'efficacité de la production dans la région.

L'entreprise publique table sur la découverte et l'exploitation rapide de nouveaux gisements sur le bloc 47 à la suite de ceux mis en évidence sur le gisement de North Hamada dont la production a doublé, passant des 1 500 b/j atteints lors de l'opérationnalisation du site en août 2023 à 3 000 b/j en mars 2024.

Le bassin de Ghadamès a le potentiel de soutenir Tripoli dans son plan visant à atteindre un plateau de production d'or noir d'au moins 2 millions b/j à court terme. Trois découvertes pétrolières y ont été réalisées ces derniers mois.

ARABIE SAOUDITE

GACA s'associe à Lilium pour renforcer la mobilité aérienne

L'Autorité générale de l'aviation civile d'Arabie saoudite a conclu un accord avec le fabricant allemand de véhicules électriques à décollage et atterrissage verticaux Lilium, ce qui renforce la feuille de route du Royaume en matière de mobilité aérienne avancée. Le protocole d'accord, signé entre l'autorité et l'entreprise aérospatiale lors du salon aéronautique international de Farnborough, soutient le développement par la GACA de solutions de mobilité aérienne avancée dans le Royaume, selon un communiqué. Cet accord intervient alors que l'autorité collabore avec des parties prenantes et des entreprises du monde entier pour créer un plan national complet pour l'AAM. Cette stratégie englobe les éléments essentiels et le cadre réglementaire

nécessaires pour garantir une intégration sûre et efficace des technologies AAM. Au cours de la phase de mise en œuvre, l'accent sera mis sur l'intégration des opérations eVTOL dans les systèmes d'aviation existants et les autres modes de transport. Le protocole d'accord récemment signé s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'autorité avec des entreprises internationales pour apporter de nouvelles solutions de mobilité aérienne en Arabie saoudite. Il s'aligne également sur les efforts continus de la GACA dans l'ensemble de l'industrie pour s'assurer que le Royaume dispose de réglementations qui encouragent la croissance, garantissent les plus hauts niveaux de sécurité et placent les passagers au premier plan. « Cet accord reflète l'engagement de

la GACA à promouvoir des solutions de mobilité aérienne innovantes et durables pour l'Arabie saoudite, à l'appui de la Vision 2030 », a déclaré le président de la GACA, Abdulaziz Al-Duailej. « En travaillant avec des entreprises mondiales de mobilité aérienne avancée, nous visons à établir un cadre réglementaire solide qui garantit l'exploitation sûre et efficace des aéronefs eVTOL », a ajouté M. Al-Duailej. Du côté de Lilium, le PDG Klaus Roewe a déclaré : « Notre objectif est de faire progresser ensemble les mesures réglementaires et pratiques afin d'établir des conditions-cadres appropriées pour l'aviation électrique et nos clients en Arabie saoudite. » Il a ajouté : « L'accord conclu aujourd'hui apporte l'un des principaux ingrédients nécessaires pour lancer

avec succès les opérations eVTOL - une voie définitive vers toutes les pierres angulaires réglementaires pertinentes ». L'annonce s'inscrit dans la dynamique des récents essais réussis de taxis aériens en soutien au développement de la feuille de route AAM de la GACA, ajoute le communiqué. La semaine dernière, Lilium a confirmé qu'elle faisait ses débuts en Arabie Saoudite avec un accord novateur pour fournir jusqu'à 100 véhicules eVTOL à Saudia, le premier transporteur national du Royaume. L'officialisation de cet accord est intervenue après qu'un accord-cadre a été initialement conclu fin 2022, faisant de Saudia la première compagnie aérienne de la région à investir dans la mobilité aérienne durable.

GABON

Réforme du Code minier en vue pour attirer plus d'investissements

L'objectif est de valoriser le potentiel minier gabonais en améliorant la gestion du secteur, notamment avec le suivi des opérateurs en phase de recherche et d'exploitation, et l'amélioration de la connaissance du potentiel géologique.

Le ministère gabonais de l'Économie a lancé un appel à manifestation d'intérêt, en vue du recrutement d'un cabinet pour rédiger les textes d'application de la loi N°037/2018 du 11 juin 2019 réglementant le secteur minier national. Ces travaux de réforme bénéficiera d'un prêt de la Banque africaine de développement, dans le cadre du (PADEG) Projet d'appui à la diversification de l'économie gabonaise. Le cabinet devra accompagner un semestre durant la mise en place d'un cadre réglementaire présentant explicitement les avantages et opportunités pour les investisseurs dans la mine gabonaise. Il assurera spécifiquement le

recensement du nombre de textes réglementaires, leur conception, et leur restitution à l'administration des mines et autres parties prenantes via un atelier. Le Gabon prévoit aussi de recruter un cabinet pour une étude de cadrage de 4 mois en vue d'installer au ministère des Mines un centre technique de promotion et d'accompagnement des projets miniers, qui assistera le département ministériel chargé de promouvoir les investissements pour la mise en valeur des ressources minérales. Un consultant qui devra notamment prospecter les marchés miniers, suivre leur évolution, réaliser les études y afférentes et assurer le suivi du programme

d'investissements publics pour mettre en valeur le potentiel minier. Le pays prévoit aussi un renforcement des capacités du personnel de l'administration minière, notamment pour un meilleur encadrement des conventions. Tous ces projets visent à attirer plus d'investissements dans le secteur minier gabonais, qui dispose de nombreuses ressources minérales (tantale, manganèse, or, fer, potasse, uranium, terres rares, niobium, phosphate etc.). Jusqu'en 2009, il reposait essentiellement sur l'exploitation de manganèse et contribuait plutôt faiblement à l'économie nationale, soit 4% du PIB, 1,3% des recettes budgétaires hors pétrole et 1 500 emplois formels.

NIGERIA

Le FMI abaisse les perspectives de croissance pour 2024 à 3,1%

Au premier trimestre 2024, la croissance du PIB a chuté à 2,98 % contre 3,46 % au quatrième trimestre 2023, selon le Bureau national des statistiques. Le Fonds monétaire international (FMI) a récemment ajusté ses prévisions de croissance pour le Nigeria, les abaissant de 0,2 point de pourcentage. Ainsi, la croissance économique du pays devrait atteindre 3,1 % en 2024 contre 3,3 % précédemment estimé en avril. C'est ce qui ressort du rapport sur les perspectives de l'économie mondiale de

juillet 2024 de l'institution. Selon le FMI, cette diminution est attribuable à une activité économique « plus faible » que prévu au premier trimestre de cette année. La croissance du produit intérieur brut (PIB) du Nigeria a, en effet, chuté à 2,98 % au premier trimestre 2024 contre 3,46 % au quatrième trimestre 2023, selon les données du Bureau national des statistiques (NBS). Cependant, le FMI maintient sa prévision de 3% pour la croissance économique du pays en 2025. Le Nigeria traverse actuelle-

ment une période de fragilité économique, aggravée par les réformes mises en œuvre par l'administration du président Bola Tinubu. Parmi ces réformes, la suppression des subventions sur le carburant et l'unification des taux de change ont été particulièrement marquantes. Ces mesures ont accentué les difficultés économiques des Nigériens confrontés à une hausse des prix des denrées alimentaires. En juin, l'inflation globale du pays a atteint 34,19 % contre 33,95 % en mai. Pour faire face à ces défis, le

gouvernement nigérian a annoncé le 4 juillet dernier un plan d'injection de 1,3 milliard de dollars. Ce programme, qui s'étendra sur les six prochains mois, a pour objectif de créer des millions d'emplois et de transformer l'économie nigériane. Notons que le FMI a également abaissé ses prévisions pour l'Afrique subsaharienne en 2024, les ramenant à 3,7 % contre une estimation de 3,8 % en avril dernier. Toutefois, l'institution a relevé ses prévisions pour la région en 2025, passant de 4% à 4,1 %.

NIGER

Baisse de 7,5% des prix des carburants

La baisse des prix de l'essence et du gasoil à la pompe vise à réduire les coûts des transports et à rendre, par conséquent, les produits de première nécessité plus accessibles pour la population dont plus de 50% vit sous le seuil d'extrême pauvreté. Le gouvernement nigérien a annoncé, dans un communiqué publié le mercredi 17 juillet, une baisse de 7,5% des prix de l'essence et du gasoil à la pompe à partir du 23 juillet 2024, afin de réduire les prix des produits de première nécessité. « A compter du 23 juillet 2024, à zéro heure sur l'ensemble du territoire national, les prix des hydrocarbures sont fixés comme suit : Super 91 [es-

sence] : 499 FCFA, le litre, Gasoil : 618 FCFA, le litre », a précisé le gouvernement. « L'objectif visé par cette réduction du prix à la pompe est de permettre la baisse du prix des transports et par voie de conséquence celle du prix des produits de première nécessité », a-t-il ajouté. La baisse des prix des carburants annoncée intervient quelques jours avant le premier anniversaire de la prise du pouvoir par des militaires qui ont renversé le président Mohamed Bazoum, et fait suite à l'envolée des prix de plusieurs produits de base. En août 2022, une augmentation du

prix du gasoil avait suscité une vive contestation dans ce pays où plus de la moitié de la population vit sous le seuil d'extrême pauvreté, selon la Banque mondiale. Selon le dernier bulletin mensuel des statistiques de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), le taux d'inflation a atteint 11% au Niger, durant le mois d'avril 2024. Le Niger est devenu producteur de pétrole en 2011. Ce pays d'Afrique de l'Ouest, qui dispose d'une raffinerie de pétrole ayant une capacité de production de 20 000 barils par jour, possède des réserves prouvées d'or noir d'environ 2 milliards de barils.

PORT DE MOMBASA (KENYA)

1,8 million EVP prévus en 2024

Face à la persistance de la congestion, le Kenya a engagé d'importantes réformes dont l'impact se ressent depuis peu avec la croissance du trafic au port de Mombasa. Le port de Mombasa pourrait traiter 1,8 million EVP cette année, soit 200 000 EVP de plus qu'en 2023, au regard des nouvelles prévisions de la Kenya Ports Authority. La plateforme portuaire a déjà dépassé la barre du million, atteignant 1 003 208 EVP le 13 juillet dernier. Près de 6 000 EVP y sont traités par jour depuis début 2024, le record mensuel ayant été établi en mai avec 176 000 EVP. La nouvelle prévision se justifie par l'amélioration de l'efficacité opérationnelle du port ces dernières années, portée notamment par l'extension des capacités des installations. Les investissements ont porté entre autres sur la construction de postes d'amarrage supplémentaires, l'acquisition de nouveaux équipements de manutention et la mise en place de technologies modernes pour simplifier les opérations. D'après la KPA, ces investissements ont notamment eu pour impact la rationalisation des opérations, la réduction des délais d'attente et de rotation, et la mise en confiance des grandes compagnies maritimes.

D'ICI 2027

La Zambie vise une hausse de 40 % de sa production de cuivre

Deuxième producteur de cuivre en Afrique derrière la RDC, la Zambie veut accroître ses exportations et ses revenus liés à ce minerai essentiel pour la transition énergétique, alors que les découvertes de nouveaux gisements continuent. La production de cuivre de la Zambie devrait augmenter de 40%, d'ici 2027 pour atteindre le cap d'un million de tonnes contre environ 700 000 tonnes en 2023, selon des prévisions figurant dans le Plan budgétaire à moyen terme 2025-2027 du gouvernement. Cette augmentation devrait découler de la résolution des problèmes rencontrés dans certaines des principales mines du pays, l'entrée en production de nouveaux gisements, et l'extension de gisements existants, a-t-on précisé de même source. La production de cuivre du pays d'Afrique australe avait atteint son plus bas niveau en quatorze ans durant l'année écoulée, en raison notamment des changements fréquents du régime fiscal appliqué dans le secteur minier, et des conflits récurrents entre les sociétés minières et le gouvernement précédent. Le cuivre, un métal dont la demande mondiale devrait augmenter durant les prochaines années sous l'effet de l'accélération attendue de la transition énergétique, représente environ 70% des recettes d'exportation de la Zambie.

BOURSES ASIATIQUES

Tokyo rebondit, les places chinoises en ordre dispersé

Les places boursières chinoises étaient dans le rouge mardi 23 juillet au matin tandis que la Bourse de Tokyo démarrait en rebond après quatre séances de pertes, stimulée notamment par le secteur technologique dans la foulée de la hausse de Wall Street la veille. L'indice vedette Nikkei reprenait 0,37% à 39.746,74 points vers 00h50 GMT, et l'indice élargi Topix regagnait 0,51% à 2.841,96 points.

«Le marché japonais a été marqué la semaine dernière par le “Trump trade”, avec un accent sur les valeurs financières, de défense et d'infrastructure, le candidat républicain à la Maison-Blanche étant alors considéré comme favori, a rappelé l'analyste Takuma Ikemoto du Tokai Tokyo Intelligence Lab. Mais «le retrait du président Biden de la course a accru l'incertitude sur l'affrontement final en vue de l'élection, et le marché boursier devrait rester nerveux» face à ce changement, a-t-il ajouté. La Bourse de New York avait également rebondi la veille, profitant d'un rebond technique du secteur technologique, qui avait été malmené la semaine dernière. À Hong Kong, l'indice Hang Seng a ouvert en hausse de 1,25% à 17.417,68 points. De son côté, l'indice composite de Shanghai reculait de 0,61% à 2.964,22 points et celui de Shenzhen cédait 0,14% à 1617,48 points.

La banque centrale chinoise a abaissé lundi deux taux d'intérêt de référence, dans l'espoir de stimuler la croissance chancelante de la deuxième économie mondiale, en deçà des attentes des analystes pour le deuxième trimestre 2024. Le yen résiste Le fabricant japonais de pneumatiques Yokohama Rubber grimpait de 5% après avoir annoncé l'acquisition pour 905 millions de dollars de l'activité Génie-Civil du géant américain du secteur, Goodyear, dans le cadre de son plan de transformation et d'expansion. Cette division fournit notamment des pneus pour les mines et la construction. Du côté des devises, le yen résistait face au dollar, en recul dans la foulée de l'annonce par Biden qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. La Réserve fédérale américaine (Fed) «est dans une période calme cette semaine mais des signes de désinflation dans l'indice PCE (attendu vendredi aux États-Unis) pourraient ramener des pressions à la

baisse» sur le billet vert, a commenté Charu Chanana, stratéiste devises chez Saxo Capital Markets. Par ailleurs, «la probabilité d'une hausse des taux de la Banque du Japon (BoJ) le 31 juillet devient plus forte» après la publication vendredi d'une inflation en hausse au Japon en juin, ce qui pourrait bénéficier au yen, a-t-elle ajouté. Selon des informations de l'agence Bloomberg, des responsables de la BoJ voient cependant la faiblesse de la consommation dans l'archipel comme un facteur compliquant la possible décision d'une hausse de taux dès la se-

maine prochaine et préféreraient se donner plus de temps pour examiner davantage de données. Le billet vert refluit à 156,77 yens vers 01h00 GMT, contre 157,04 yens lundi à 21h00 GMT. L'euro reculait à 170,73 yens contre 171,03 yens la veille, et valait 1,0890 dollar contre 1,0891 dollar lundi. Les cours du pétrole baissaient: le baril de WTI américain perdait 0,18% à 78,26 dollars et celui de Brent de la mer du Nord lâchait 0,17% à 82,26 dollars vers 00h50 GMT.

WALL STREET
Bonne entame de mois d'août après retrait Biden

Cette séance 'd'après l'annonce' (du retrait de Joe Biden de la course à la présidence) coïncidait avec l'entame d'un nouveau terme boursier. Wall Street entame le mois d'août du bon pied : les indices US 'larges' engrangent de 1,2% à +1,5%, ce qui efface une partie des pertes de la semaine précédente. Le S&P500 (+1,1% à 5.564) et le Russell-2000 (+1,6% à 2.220) se rapprochent de nouveau de leurs sommets historiques: à 100Pts très exactement pour le 'S&P' (soit moins de 2%). Le Nasdaq a gagné près de 1,6% à 18.007Pts dans le sillage d'ON Semiconducteurs et Lam Research, +6,6%, Applied Materials +6,3%, NXP Semi +5,4%, Nvidia +4,8%, Western Digital +4,7%... et le SOXX fait un bond de +4,4%, 3 séances après un plongeon de -7,1%. La séance a été marquée par le plongeon de -13,5% de CrowdStrike (qui assure la

'sécurité' des applis Microsoft) suite à une mise à jour 'ratée' du routeur du géant de Redmont et qui a engendré des problèmes de connectivité sur Teams, Outlook, Azur, One Drive... et cela a même 'planté' le système Swift (règlements internationaux par cartes de crédit). Cela met en lumière les problèmes systémiques engendrés par une panne d'un 'opérateur global' administrant des services d'état, le trafic aérien ou ferroviaire international, les données médicales. Les T-Bonds US réagissent peu à l'épisode politique du weekend : le '10 ans' se retend de 1,6Pts vers 4,2540%, le '2 ans' de +1,4Pts vers 4,521%... et le '30 ans' de +2,3Pts vers 4,473%. A 5Pts près, la courbe des rendements des T-Bonds américains (en prenant les extrêmes) est sur le point de devenir positive pour la première fois depuis 2022.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 22 Juillet 2024 Valeur : 24 Juillet 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.4604	134.4754
1	EUR	EURO		146.3736	146.4437
1	GBP	POUND STERLING		173.7439	173.8082
100	JPY	JAPANESE YEN		85.7856	85.8007
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4858	18.4884
1	CHF	SWISS FRANC		151.4023	151.4874
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.7965	97.8430
1	DKK	DANISH KRONE		19.6201	19.6237
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.6095	12.6145
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.3183	12.3223
1	AED	UAE DIRHAM		36.6068	36.6129
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8465	35.8525
1	KWD	KUWAITI DINAR		439.7005	439.8934
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.0737	43.5066
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6636	13.6651
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4689	27.6096
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5403	3.5407
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.2742	178.2742

PARIS

Stable, Thales sous pression après ses résultats

Après un creux peu après l'ouverture, la bourse de Paris est de retour à l'équilibre, à 7620 points, aidée par Dassault Systèmes et Société Générale (+1%) mais pénalisée par Edenred (-7,9%) et Thales (-4,8%). Alors que l'actualité des derniers jours a été marquée par le désistement du président Biden et la possible émergence d'une candidature de sa vice-présidente, Kamala Harris, les analystes estiment qu'il n'y aurait rien d'étonnant à assister à un léger rattrapage des actifs risqués européens par rapport aux Etats-Unis, et ce après plusieurs semaines de nette sous-performance des actions du Vieux Continent. 'Plusieurs études économétriques montrent des impacts significatifs sur la croissance européenne, de l'ordre de 1%, en cas de résurgence de fortes tensions commerciales

liées à Trump', rappelle Michaël Nizard, chez Edmond de Rothschild AM. Le candidat républicain a en effet promis d'imposer un tarif douanier de 10% sur toutes les importations américaines, y compris celles provenant d'Europe. La perspective d'une victoire de Donald Trump avait par ailleurs déclenché ces dernières semaines une rotation sur les marchés boursiers américains, qui avait favorisé les petites capitalisations et le secteur de l'énergie, au détriment des titres de croissance, une tendance qui pourrait désormais s'inverser. 'Nous pensons qu'il est trop tôt pour formuler des hypothèses sur l'issue des élections: compte tenu des événements du week-end, les investisseurs (et les électeurs) auront besoin de se faire une idée plus précise sur les candidats, leur programme et leurs pers-

pectives de victoire', tempère toutefois Erik L. Knutzen, CIO multi-actifs chez Neuberger Berman. Les stratèges s'accordent en tout cas sur le fait qu'une période d'incertitude et de volatilité s'ouvre sur les marchés, un phénomène confirmé par la récente envolée de l'indice VIX. Sur le marché obligataire, les rendements des bons du Trésor américains réagissent peu aux événements politiques du week-end, avec un papier à dix ans à 4,23%. Le bund de même échéance est à 2,47% tandis que l'OAT à 3,13%. La séance de mardi s'annonce calme sur le front macroéconomique, la seule statistique du jour étant les ventes de logements anciens aux Etats-Unis, qui paraîtront dans l'après-midi. Dans l'actualité des sociétés tricolores,

Thales cède plus de 4% après avoir dévoilé au titre du premier semestre 2024 un résultat net part du groupe (RNPG) ajusté en hausse de 6% à 866 millions d'euros et un EBIT en croissance de 10,4% à près de 1,1 milliard (+4,7% en organique), soit une marge améliorée de 0,2 point à 11,5%. Interparfums affiche un chiffre d'affaires en croissance de près de 16% à 209,9 millions d'euros au titre du deuxième trimestre 2024, portant le cumul sur les six premiers mois de l'année à 422,6 millions (+7% à changes constants). Enfin, Airbus, Air France-KLM, Associated Energy Group, BNP Paribas, Burnham Sterling, Mitsubishi HC Capital et Qantas Airways annoncent avoir co-investi dans un fonds de financement du carburant d'aviation durable (SAF).

AVEC LES DONNÉES ÉCONOMIQUES AMÉRICAINES EN LIGNE DE MIRE

Le prix de l’or en hausse

Le prix de l'or a légèrement augmenté mardi, le dollar restant faible, tandis que les investisseurs attendent avec impatience les données économiques américaines de cette semaine pour obtenir des éclaircissements sur le calendrier de la réduction des taux d'intérêt de la Réserve fédérale.

L'or au comptant était en hausse de 0,2 % à 2 401,22 \$ l'once, à partir de 2 h 04 GMT. Les contrats à terme sur l'or américain ont ajouté 0,4% à 2 403,60 \$. Le dollar a été tiède, rendant le lingot au prix du billet vert moins cher pour les autres détenteurs de devises. Les traders surveilleront le rapport sur le produit intérieur brut (PIB) du deuxième trimestre jeudi et les données sur les dépenses de consommation personnelle (PCE) pour le mois de juin vendredi. "L'or semble assez à l'aise autour de 2400 dollars pour l'instant, il y a donc la possibilité d'un petit rebond vers le PIB", a déclaré Matt Simpson, analyste principal chez City Index. Cependant, "si la croissance surprend à la hausse, je pense toujours que l'or peut se

maintenir au-dessus de 2 360 dollars dans l'environnement actuel". Le prix de l'or a atteint un record historique de 2 483,60 dollars la semaine dernière, les marchés tablant sur une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt américains d'ici septembre. Des taux plus bas réduisent le coût d'opportunité de la détention de lingots. Sur le plan politique, la vice-présidente des États-Unis, Kamala Harris, s'efforce d'obtenir le soutien des démocrates pour sa soudaine candidature à l'élection présidentielle, après que le président Joe Biden se soit retiré de la course. En acceptant l'investiture républicaine, Donald Trump s'est engagé à réduire l'impôt sur les sociétés et les taux d'intérêt. La baisse des recettes fiscales pourrait creuser le déficit

budgétaire du gouvernement fédéral américain. De nombreux investisseurs pensent que le déficit continuera de se creuser sous une deuxième administration démocrate. "Bien qu'il n'y ait pas de position claire sur les matières premières avant les élections, étant donné l'éventail des scénarios possibles, l'or sort gagnant", a déclaré JP Morgan dans une note. Les facteurs structurels de hausse de l'or, tels que les inquiétudes croissantes sur la complaisance face à l'augmentation de la dette fiscale, les tarifs douaniers et les représailles commerciales, ainsi que la rhétorique "America First", sont susceptibles de rester intacts. L'argent au comptant a baissé de 0,2 % à 29,14 \$, le platine s'est raffermi de 0,4 % à 951,13 \$ et le palladium a gagné 0,1 % à 908,43 \$.

ROYAUME-UNI

Une révision du système des pensions afin de stimuler la croissance économique

Le nouveau gouvernement travailliste britannique réexamine le système des retraites afin de trouver des moyens d'investir davantage dans des actifs productifs dans le but de stimuler la croissance économique et d'améliorer les revenus des retraités, a-t-il déclaré samedi. Le Premier ministre Keir Starmer a fait de la lutte contre la croissance anémique du pays l'un des principaux objectifs de son gouvernement depuis qu'il a remporté les élections du 4 juillet. Dans le cadre de son premier paquet de propositions de lois, le gouvernement a annoncé la semaine dernière un nouveau projet de loi sur les régimes de retraite qui viserait à en-

courager la consolidation des petits régimes de retraite et à élargir les stratégies d'investissement. "La révision que nous annonçons est la dernière d'une série de réformes visant à débloquer la croissance, à stimuler l'investissement et à permettre aux retraités de réaliser des économies", a déclaré la ministre des finances, Rachel Reeves, dans un communiqué. "Je suis déterminée à réparer les fondations de notre économie. Les régimes à cotisations définies devraient gérer environ 800 milliards de livres (1 000 milliards de dollars) d'actifs d'ici la fin de la décennie, et l'augmentation de leurs investisse-

ments dans des actifs productifs contribuerait à la croissance de l'économie et à la construction d'infrastructures, a déclaré le ministère des finances. Le gouvernement a indiqué que son étude porterait sur les moyens d'accroître le potentiel d'investissement des 360 milliards de livres du Local Government Pensions Scheme (LGPS), qui gère l'épargne des personnes travaillant pour les autorités locales dans toute la Grande-Bretagne. Le LGPS est réparti entre près de 90 fonds et la consolidation pourrait contribuer à réduire la fragmentation et le gaspillage, a déclaré le gouver-

nement, ajoutant qu'il envisagerait de légiférer pour rendre obligatoire la mise en commun de l'argent si des progrès insuffisants étaient réalisés d'ici mars 2025. M. Reeves et Emma Reynolds, ministre des pensions, présideront une table ronde avec le secteur des pensions lundi. La première phase de la révision du système des retraites sera présentée dans quelques mois et tiendra compte de la nécessité d'accorder la priorité à la stabilité, à la liquidité et à la diversité du marché des gilts, ajoute le communiqué. Une deuxième phase examinera le paysage plus large des pensions.

TURQUIE

L’inflation ralentit à 71,6% sur un an en juin

L'inflation a ralenti à 71,6% sur un an en juin en Turquie, contre 75,45% en mai, après des mois d'accélération, selon les chiffres officiels publiés. La hausse des prix à la consommation, alimentée par la dépréciation de la livre turque, s'est établie à 1,64% sur un mois. La flambée des prix concerne tout particulièrement la santé (+78,5% sur douze mois), le logement (+94,7%), l'hôtellerie et la restauration (+90,7%) et

l'éducation (+107,1%), selon l'institut statistique turc. « Le processus de désinflation a commencé », s'est réjoui sur le réseau social X le ministre turc de l'Economie Mehmet Simsek. Selon les prévisions de la banque centrale turque, l'inflation s'établira à 43,5% fin 2024 et à 25,5% fin 2025. Cette dernière était passée de 38,2% en juin 2023 à 75,45% en mai, accélérant de manière quasi continue. Cette flambée des prix est vue par

les analystes comme la raison majeure de la débâcle du Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur) du président Recep Tayyip Erdogan aux élections locales organisées fin mars. Pour tenter de briser la spirale inflationniste, le gouvernement turc n'a pas relevé le salaire minimum au 1er juillet, autour de 520 dollars, comme il l'avait fait les deux années précédentes.

LA COMMISSION EUROPÉENNE REVOIT À LA BAISSSE SES PRÉVISIONS

Attente d’une nouvelle baisse de l’inflation

La Commission européenne a revu à la baisse ses prévisions de croissance, les ramenant à 0,9 % pour l'UE et à 0,8 % pour la zone euro. Même si les taux d'inflation devraient diminuer plus que prévu, des défis restent à relever. Après avoir échappé de justesse à la récession à la fin de 2023, l'économie de l'Union européenne a entamé l'année 2024 avec moins de vigueur que prévu, comme le confirme la Commission européenne dans ses dernières prévisions économiques, présentées jeudi. Les nouvelles projections font état d'une révision à la baisse des perspectives de croissance pour l'année, désormais attendue à 0,9 % dans l'UE, soit une baisse par rapport au 1,3 % prévu précédemment.

Les prévisions pour la zone euro sont également ajustées à 0,8 %, contre 1,2 % précédemment.

Reprise à l’horizon

La Commission souligne qu'une reprise progressive se profile à l'horizon pour le second semestre 2024, soutenue par une diminution des pressions inflationnistes, une augmentation attendue des salaires réels et un marché du travail robuste qui stimule les dépenses de consommation. Une reprise est attendue en 2025, avec une croissance prévue de 1,7 % dans l'UE, inchangée par rapport aux prévisions d'automne, et de 1,5 % dans la zone euro, en baisse par rapport au 1,6 % pré-

cédent. Comment les salaires minimums se comparent-ils dans toute l'Europe en 2024 ? L'inflation devrait diminuer plus rapidement que prévu. L'indice des prix à la consommation harmonisé dans l'UE devrait diminuer plus rapidement, passant de 6,3 % en 2023 à 3 % en 2024, puis à 2,5 % en 2025. La zone euro reflète cette tendance, avec des taux d'inflation qui devraient passer de 5,4 % en 2023 à 2,7 % en 2024 et à 2,2 % en 2025. Les prévisions d'inflation pour 2024 dans la zone euro ont été revues à la baisse (3,2 %), tandis que celles pour 2025 sont restées inchangées. L'investissement devrait être stimulé par

l'amélioration des conditions de crédit et la poursuite du déploiement du plan de relance et de résilience. Les échanges commerciaux, dont les performances ont été inférieures à celles de l'année dernière, devraient également revenir à des niveaux normaux avec les partenaires étrangers. Risques économiques imminents Malgré certains signes encourageants, la Commission européenne reste vigilante face aux risques économiques imminents, notamment la suppression progressive des régimes d'aide à l'énergie, les frictions géopolitiques persistantes et l'escalade potentielle du conflit au Proche-Orient qui affectent les routes commerciales de la mer Rouge.

CHINE

La banque centrale réduit deux taux d’intérêt de référence

La banque centrale chinoise a réduit lundi deux taux d'intérêt de référence, dans l'espoir de stimuler la croissance de la deuxième économie mondiale, après une série d'indicateurs économiques décevants. Le géant asiatique est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, à une consommation toujours faible et à un taux de chômage élevé chez les jeunes, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur. Un an et demi après la levée des restrictions sanitaires qui pénalisaient l'activité, la reprise post-Covid tant espérée a été brève et moins robuste qu'escompté. La décision sur les taux, anticipée par certains économistes, est censée encourager les banques commerciales à accorder davantage de crédits et à des taux plus avantageux et doit par ricochet permettre de soutenir l'activité. Le LPR à un an, qui constitue la référence des taux les plus avantageux que les banques peuvent offrir aux entreprises et aux ménages, a été réduit de 3,45% à 3,35%. Ce taux avait déjà été abaissé en août 2023. Le taux à cinq ans, référence pour les prêts hypothécaires, a été abaissé de 3,95% à 3,85%. Pour ce taux, il s'agit de sa deuxième réduction cette année après celle de février. Très suivis par les marchés, ces deux taux sont à leur plus bas historique. La mesure intervient après un plénum du Parti communiste, réunion clé pour donner la direction de la politique économique.

VOUS LES AVEZ TANT AIMÉES

les petites voitures condamnées définitivement ?

Autrefois fourni, le segment des petites citadines est déserté. En dehors de Kia qui renouvelle sa Picanto, les autres ont jeté l'éponge. Mais pourquoi ?



Les Français adoraient autrefois les petites voitures, les vraies. Pas les Renault Clio, Peugeot 208 et crossovers urbains que l'on trouve actuellement sur les routes et qui paraissent bien grandes à côté d'une 106 ou d'une Twingo. Si les normes de sécurité et de dépollution sont passées par là, il n'empêche que les formats n'ont cessé de grandir aussi au nom... de la rentabilité. C'est justement ce qui a conduit les Peugeot 108, Volkswagen Up! et autre Renault Twingo à leur perte. Seul Kia persiste et signe avec une Picanto sympathique sur le plan du design dans un segment déserté. Mais la coréenne a vu ses prix grimper avec l'arrivée de la nouvelle génération, toujours dans l'optique de conserver une rentabilité suffisante alors que la récente norme GSR II a

complexifié encore un peu plus les véhicules. L'ancienne Picanto démarrait à un peu plus de 13 000 €, la nouvelle débute à 15 990 € avec le petit moteur de 63 ch.

La concurrence est rude

Rappelez-vous du vieux slogan de Fiat sur la Panda : "il y a moins bien, mais c'est plus cher". C'est le constat que l'on peut faire en comparant notamment la Picanto à une Dacia Sandero, plus grande, plus généreusement motorisée et moins chère. N'oublions pas la toute récente Citroën C3 100 ch démarrant à 14 990 €. 1000 € de moins qu'une Picanto. Citons aussi la Suzuki Ignis qui débute à 15 390 €. L'argent restant le nerf de la guerre, il faudrait alors des prix bien plus agressifs

pour que ces petites voitures retrouvent la voie du succès. Mais pour l'heure, toujours par souci de rentabilité, il semble utopique d'apercevoir le bout du tunnel chez les citadines : aucun projet n'existe chez les constructeurs européens en dehors de Renault qui prépare la future Twingo électrique. Il faudra également surveiller le gabarit de la future Volkswagen ID.1, mais elle sera également 100 % électrique.

Les mini citadines, un avantage de poids

Les autorités européennes mettent la pression sur les industriels pour qu'ils réduisent leur empreinte carbone d'ici 2050. A cette date, l'UE veut devenir "neutre" (notion toujours très relative), et cela passera aussi par la production

des véhicules. Comprendre par là que le cycle de vie complet de la voiture sera pris en compte, en démarrant par les ressources requises pour la produire. Et l'avantage d'une petite voiture, c'est qu'elle en consomme peu ! Ou en tout cas, beaucoup moins que la voiture "type" vendue aujourd'hui en Europe qui tourne autour des 1500 kg. Une autre donnée est à prendre en compte : l'acier et la métallurgie est la principale source d'émissions carbonées lors de la production d'un véhicule, devant la fabrication de la batterie pour les électriques. Réduire la taille et le poids des voitures permettra donc d'obtenir des gains non négligeables. Mais encore faudra-t-il que les Européens acceptent un jour de troquer leurs grands SUV pour des citadines de petite taille.

Pourquoi Porsche change d'avis et va faire durer le Cayenne actuel très longtemps

Porsche tempère ses ardeurs sur les véhicules électriques en oubliant son objectif de 80 % de ventes dès 2030. Le Cayenne pourrait poursuivre sa carrière très longtemps. Il ne devait en rester que deux après 2030, il pourrait finalement y en avoir trois. Nous parlons des modèles thermiques et hybrides du catalogue Porsche, lentement converti à l'électrique. Mais si le décollage Taycan était prometteur, le soufflet est retombé et Porsche semble désormais se rendre compte que l'électrique ne prend pas aussi vite qu'il l'espérait. Pourtant, il y a deux ans, la direction de Porsche était confiante et annonçait un objectif ambitieux : "en 2030, les modèles entièrement électriques devraient constituer plus de 80 % des ventes de véhicules neufs". La trajectoire actuelle ne permettrait pas d'atteindre ce chiffre, conduisant le PDG Oliver Blume à revoir à la baisse les projets de Porsche pour l'électrique.

Temps calme sur les électriques

Olivier Blume a donc changé de braquet, annonçant que "le passage aux voitures électriques prendra plus de temps que prévu il y a cinq ans". Une sortie qui rejoint celle de son homologue chez Renault, Luca de Meo. La plupart des PDG de constructeurs se rendent compte que nous ne sommes qu'à 11 ans de la date butoir de la fin du moteur thermique, et le ralentissement actuel du véhicule électrique n'arrange pas les choses. Et cela est particulièrement marqué en Chine où le marché entre en saturation de l'offre. La concurrence chinoise est particulièrement nocive pour les marques étrangères, Porsche en étant l'illustration au regard des difficultés que l'industriel rencontre sur l'un de ses principaux marchés.



Le roi Cayenne continuera sa route

Il a fêté ses 20 ans en 2023 et jamais

le Cayenne n'avait été aussi important pour Porsche. Avec une Taycan en perte de régime, une Panamera

qui séduit moins que les SUV et surtout un Macan dans une année transitoire, le Cayenne est plus que jamais la valeur sûre de Stuttgart. S'il était déjà question de maintenir le Cayenne thermique et hybride même après l'arrivée de la version électrique en 2026, Porsche pourrait conserver ce Cayenne bien au-delà, à savoir après 2030. Bien sûr, cela pourrait passer par un nouveau gros restylage et il ne faudra pas qu'une nouvelle réglementation de type GSR vienne contraindre Porsche à mettre fin au Cayenne comme ce fut le cas pour le Macan thermique, qui était un best-seller. Pour l'heure, Porsche n'a reçu "que" 15 000 précommandes pour le nouveau Macan électrique. Loin, très loin des chiffres de ventes annuels du Macan essence, écoulé à plus de 87 000 unités l'an dernier malgré son âge avancé.

L'instabilité des puces Intel bientôt réglée par un correctif

Attendez-vous à une mise à jour le mois prochain pour résoudre les problèmes d'instabilité de longue date avec les processeurs Intel Core de 13e et 14e génération.

Intel semble avoir finalement trouvé un moyen de régler les problèmes d'instabilité de ses processeurs Core de 13e et 14e génération : un correctif est attendu en août, ont déclaré lundi des responsables de la société. Le fondateur explique que la « tension de fonctionnement élevée » due à un « algorithme dans le microcode » est à l'origine des problèmes d'instabilité apparemment aléatoires qui ont affecté un nombre inconnu de processeurs Core 3e et 14e génération pendant plusieurs mois. « Intel a déterminé que la tension de fonctionnement élevée est la principale cause des problèmes d'instabilité de certains processeurs de bureau de 13e et 14e génération », a précisé un porte-parole d'Intel à PCWorld lundi soir. « L'analyse des processeurs retournés confirme que la tension de fonctionnement élevée provient d'un algorithme du microcode qui entraîne des demandes de tension incorrectes au processeur. » Bien que la tension élevée soit la cause principale et semble être la cause principale du problème, Intel a déclaré qu'il poursuivrait son enquête. La société a également publié un communiqué sur son forum communautaire : « L'enquête d'Intel se poursuit afin de garantir que tous les scénarios d'instabilité signalés à Intel soient traités sur les processeurs de bureau de 13e et 14e génération », a déclaré le porte-parole. La société prévoit de livrer un correctif de microcode le mois prochain pour traiter « la cause profonde de l'exposition à des tensions élevées ». Les correctifs de microcode sont généralement intégrés aux mises à jour UEFI des fabricants de cartes mères. Intel a déclaré qu'il s'attend à ce qu'une fois la mise à jour livrée aux partenaires, ils valident la mise à jour avec



une livraison prévue à la mi-août. « Intel s'engage à régler ce problème avec ses clients, et nous continuons à demander à tous les clients rencontrant actuellement des problèmes d'instabilité sur leurs processeurs de bureau Intel Core 13e/14e génération de contacter le support client Intel pour obtenir de l'aide », a déclaré le fournisseur dans son communiqué officiel.

Les clients exaspérés par les plantages

La nouvelle d'Intel intervient alors que l'inquiétude des clients est montée en flèche ces dernières semaines avec une vidéo très médiatisée de Wendell de Level1Tech mettant en évidence les rapports de plantage des développeurs de jeux ainsi que les problèmes d'instabilité des serveurs utilisant les mêmes puces. Beaucoup pensaient que les problèmes d'instabilité étaient limités aux plateformes grand public utilisant l'over-

clocking et les cartes mères axées sur les performances, mais l'enquête de Level1Tech a révélé que même les serveurs et NAS utilisant des processeurs grand public présentaient des problèmes de stabilité. La mauvaise presse est montée d'un cran après que Steve Burke de Gamers Nexus a déclaré qu'il ne pouvait plus recommander les processeurs Intel et a cité ses propres sources qui pensaient qu'un facteur possible pourrait être des problèmes d'oxydation dans un nombre incalculable de processeurs Core. Mais montrant à quel point il a été difficile pour quiconque d'aller au fond du problème, les responsables d'Intel sur le subreddit Intel ont répondu à l'allégation de Gamers Nexus en reconnaissant qu'il y avait effectivement un problème d'oxydation - mais il a été résolu l'année dernière et seul un petit nombre de problèmes d'instabilité du processeur y sont liés.

« Nous pouvons confirmer que le problème de fabrication lié à l'oxydation a affecté certains des premiers processeurs de bureau Intel Core de 13e génération », a écrit Alex Hoyos, évangéliste chez Intel, sur Reddit. « Cependant, le problème a été causé par la racine et résolu par des améliorations de fabrication et des filtres en 2023. Nous l'avons également examiné à partir des rapports d'instabilité sur les processeurs de bureau Intel Core de 13e génération et l'analyse à ce jour a déterminé que seul un petit nombre de rapports d'instabilité peuvent être liés au problème de fabrication. » Ce n'est pas le seul problème auquel Intel a dû faire face. Après les récentes allégations d'un développeur de jeux selon lesquelles le problème s'étendait également aux ordinateurs portables, la société a nié ces allégations et déclaré que les problèmes se limitaient aux puces de bureau.

Des ajustements possible sur les cartes mères Asus

Enfin, pour ceux qui s'inquiètent de leurs puces et de la manière de repérer et d'éviter d'autres dommages, YouTuber Robeytech a déclaré avoir travaillé avec Intel et les intégrateurs de systèmes PC sur certaines méthodes pour aider à atténuer et à repérer les problèmes. Évidemment, obtenir la dernière version de l'UEFI aide, mais il existe également des ajustements à réaliser dans le bios des cartes mères (Asus uniquement), qui consiste à réduire la fréquence du multiplicateur P-core à 50, ce qui réduit la vitesse d'horloge maximale de la puce à 5 GHz. Bien que cela ne soit pas vraiment un correctif, cela permet au moins de faire fonctionner ces systèmes..

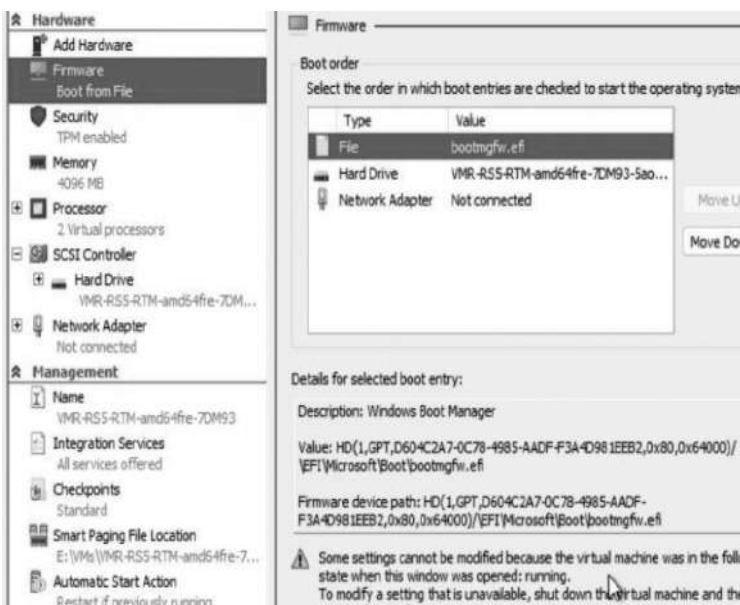
Microsoft propose un outil pour résoudre le désastre CrowdStrike

La panne de CrowdStrike a fait la une des journaux internationaux vendredi en perturbant le monde. Après plusieurs jours de travail acharné Microsoft lance un outil pour remettre en marche les PC concernés. A moins d'habiter sur une autre planète vous avez dû largement entendre parler de la panne géante provoquée par une mise à jour défectueuse de CrowdStrike. Si vous avez eu la chance de ne pas souffrir personnellement de cet incident de grande ampleur, vous connaissez certainement une entreprise ou une organisation qui a été touchée. La bonne nouvelle ? Microsoft a publié un outil de récupération pour aider les informaticiens à contourner le blocage résultant de la mise à jour Falcon Sensor de CrowdStrike, ce qui devrait permettre de réduire les délais de récupération. Le bug de CrowdStrike a été corrigé peu de temps après son apparition,

mais les ordinateurs affectés doivent être restaurés manuellement. Avec plus de 8,5 millions d'ordinateurs Windows concernés, la remise en route est pour le moins fastidieuse. Microsoft contourne ce problème en proposant un outil téléchargeable qui peut être installé sur une clé USB amorçable (et toute la démarche qui va avec), le même type d'outil que celui que vous avez probablement utilisé pour installer une nouvelle copie de Windows. Les responsables informatiques devraient être en mesure de télécharger et d'installer l'outil à partir de n'importe quelle machine Windows encore en état de marche.

800 vols Delta Airlines annulés lundi à cause de la panne

The Verge rapporte que cet outil de récupération devrait être en mesure de corriger Windows pour qu'il



puisse démarrer sans avoir à redémarrer l'ordinateur quinze fois (c'était une solution proposée à un moment donné). Les retombées immédiates du désastre de CrowdStrike semblent être contenues même si par exemple Delta Airlines a fait encore état ce lundi de plus de 800 vols annulés avec des centaines de personnes obligées de dormir dans des halls d'aéroport. Quoi qu'il en soit la réputation de l'entreprise en pâtira certainement dans un avenir proche. Le cours des actions cotées en bourse de CrowdStrike est passé de plus de 350 \$ la semaine dernière à 267 \$ lundi, faisant fondre la valorisation du groupe de plusieurs dizaines de milliards de dollars en quelques jours. Et cela ne fait pas non plus les affaires de Microsoft. Car il est difficile de ne pas associer le problème CrowdStrike à Windows lorsqu'il a entraîné le retour du tristement célèbre écran bleu de la mort.

Mots fléchés

Situation	↓			On peut l'avoir derrière la tête	↓		Anéantit	↓		Acteur américain (Sean) Attacha	↓		Ennuyeuse	↓		Exister	↓	
Prodigieusement	→		Remboursé	↓				↓										
	→																	
Matière minérale			Possédassent			Racine comestible		Département français	→				Tantale			Pays d'Asie		
	→		↓		↓			Échassier proche de la cigogne	→				↓			↓		
								Frustes	↓									
Pour le petit rat	→						Taillés			École située à Strasbourg		Il a son passage	Recueil d'anecdotes	→				Brasses
Explorer	→						↓			↓		↓	↓					↓
	→												Style	→				
Restes	→			Se poser sur un astre lumineux	→								Agence spatiale européenne	→				
Unique	→																	
	→			Hollandais	→										De forme ovale	Oeuf de pou		
Département français		Stratus ou cumulus	→						Par	→				Mot de passe	→			
	→	Décoration	↓						Moyen de locomotion rapide	↓				Candide	↓			
	→			Qui a trait à un de nos sens	→													
				Monnaie romaine	↓													
Assemblée		Qualité d'une huile	→					Femelle du singe	→									Espèce d'un arbre
	→	Courroux	↓					Service imprenable	↓									↓
						Service commercial	→					Intermédiaire	Abri du lièvre	→				
						Volcan sicilien	↓					↓	Affluent du Danube	↓				
Relatif à la Haute-Ecosse	→																	
Exprimer	→						Adepte de reggae			Entre chauds et froids	→							
	→						↓											
										Naturel	→						L'après-midi au spectacle	
										Blazers	↓							
Salir		Tante de Bambi	→					Provenu	→						Précède l'avocat	→		
	→	Attributs du cocu	↓					Nom d'un prison française	↓						Article défini	↓		
													Course avant le saut	→				
Trouble anxieux	→					Petit récipient	→								Pour écouter	→		
						Chanteur français (Boris)	↓								Affluent du Rhin	↓		
Groupie		Souhaitant	→															
	→	Équidé	↓															
				Six romain			Regarda de haut	→								Pour attirer l'attention		Règle pour dessinateur
				↓												↓		↓
Fleuve russe	→						Calmar	→										
Économise	→																	
	→																	
								Terre d'argile	→						Grande ouverte	→		

Saisie de prés 32.000 comprimés de psychotropes

Une quantité de 31.785 comprimés de psychotropes a été saisie et trois individus ont été arrêtés par la brigade polyvalente des douanes Algériennes de Setif, wilaya d'El-Meghaïer, a-t-on appris mardi auprès de l'Inspection divisionnaire des douanes d'El-Oued. Agissant sur informations faisant état de mouvements suspects de deux véhicules utilisés dans les déplacements et la commercialisation de la marchandise prohibée, les services des douanes ont, lors d'une souricière mise en place au niveau de la RN-3 reliant les wilayas de Biskra et El-Meghaïer, saisi la quantité de drogue susmentionnée, soigneusement dissimulée, a déclaré le chargé de la communication à l'inspection, l'inspecteur principal, Morsi Soltani. Une procédure judiciaire a été engagée à l'encontre de ces individus, qui ont été déférés, devant les instances judiciaires compétentes, a-t-on conclu.



PRÉSIDENTIELLE DU 7 SEPTEMBRE

Laagab appelle à la mobilisation des médias

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a appelé, mardi à Alger, les médias à se mobiliser pour assurer une "couverture médiatique professionnelle" de la Présidentielle du 7 septembre. Dans une déclaration à la presse en marge du Séminaire international sur la Révolution algérienne dans sa dimension africaine, M. Laagab a indiqué que les médias "sont appelés à se mobiliser pour assurer une couverture médiatique professionnelle de la Présidentielle prévue le 7 septembre prochain et garantir le bon déroulement de ce rendez-vous important pour notre pays en respectant la déontologie de la profession". Dans ce cadre, le ministre a insisté sur "la nécessité pour les médias d'observer la neutralité, de s'abstenir de toute propagande en faveur des candidats pendant le silence électoral et de donner la priorité à la description du processus électoral et à l'explication de l'importance de ce rendez-vous crucial" pour l'Algérie. Concernant les travaux du Séminaire, M. Laagab a affirmé que "l'Algérie est attachée à sa dimension africaine", conformément aux principes posés par "les pères fondateurs de la politique extérieure du pays", mettant en avant "le soutien de l'Algérie aux pays africains et son rôle humanitaire, politique, médiatique et diplomatique en faveur de la stabilité du continent et du Sahel, en particulier". Il a, à cet égard, rappelé les déclarations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à plusieurs occasions nationales et internationales, concernant "le soutien de l'Algérie aux droits africains et son attachement au développement du continent".

MDN

Saïd Chanegriha reçoit le commandant de l'Africom

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a reçu mardi le Commandant de l'AFRICOM, le Général d'Armée Michael Langley, qui effectue une visite de travail en Algérie à la tête d'une importante délégation, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'ANP, a reçu en audience, ce mardi 23 juillet 2024, au siège de l'Etat-Major de l'ANP, le Général d'Armée Michael Langley, Commandant de l'AFRICOM, qui effectue une visite de travail en Algérie, à la tête d'une importante délégation militaire, précise la même source. La cérémonie d'accueil a été entamée par "le salut du drapeau national et les honneurs militaires, présentés à l'hôte par des formations représentant les différentes Forces de l'Armée nationale populaire. A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution, à travers laquelle il "a souhaité la bienvenue à la délégation hôte, en soulignant que l'Algérie poursuivait ses efforts visant le renforcement de l'action africaine commune, dans la lutte et la prévention contre le terrorisme et qu'elle a lancé plusieurs initiatives, pour consolider les mécanismes de coopération sécuritaire afri-

caine". "J'aimerais, en premier lieu, vous souhaiter la bienvenue au siège de l'Etat-Major de l'ANP, à l'occasion de votre deuxième visite en Algérie, depuis votre désignation dans les fonctions de Commandant de l'AFRICOM, ce qui témoigne de l'excellence de la coopération militaire bilatérale, empreinte de pragmatisme et de respect des intérêts mutuels", a affirmé le Général d'Armée Chanegriha. "Tenant compte que l'Algérie est investie de la mission de coordinateur à travers un mandat de l'Union africaine (UA), pour la lutte continentale contre le terrorisme et l'extrémisme violent, elle poursuit ses efforts visant à contribuer au renforcement de l'action africaine commune, dans le domaine de lutte contre la menace terroriste sur tous les plans. Ce mandat lui a permis de lancer plusieurs initiatives, à l'instar du plan d'action pour l'Union africaine dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, l'activation du Fonds africain pour la lutte contre le terrorisme, l'établissement d'une liste africaine des personnes et entités impliquées dans des actes terroristes et la mise en œuvre d'un mandat d'arrêt africain", a-t-il souligné. Le Général d'Armée a réitéré "l'engagement de l'Algérie à soutenir toute initiative africaine et à appuyer les efforts des instances de l'UA pour per-

mettre au continent d'être à la hauteur des défis sécuritaires auxquels il est confronté". "En conclusion, je tiens à réitérer l'engagement de mon pays pour soutenir toute initiative africaine et appuyer les efforts des instances de l'Union africaine pour permettre au continent d'être à la hauteur des défis sécuritaires auxquels il est confronté", a-t-il affirmé. "A ce titre, je vous assure de notre entière disponibilité à consolider notre coopération militaire bilatérale, en vue de se consulter davantage sur les voies et les moyens à réunir pour atteindre avec réalisme les objectifs sécuritaires du continent en général et de la région Afrique du Nord en particulier", a souligné le Général d'Armée. De son côté, le Commandant de l'AFRICOM a exprimé sa "satisfaction de cette visite en Algérie, qui lui a permis d'examiner avec le Haut Commandement de l'ANP les différentes questions sécuritaires qui se posent sur les scènes régionales et internationales, en mettant en exergue les moyens des deux parties à développer la coopération militaire bilatérale". Au terme de cette rencontre, les deux parties "ont échangé des présents symboliques, avant que le Général d'Armée, Michael Langley, ne signe le Livre d'or de l'Etat-major de l'ANP", conclut le communiqué.

PÉTROLE

Le Brent en hausse à 82,72 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement hier mardi, poussés par les incendies de forêts au Canada, l'attention des investisseurs restant toutefois absorbée par les données économiques américaines à venir cette semaine. Vers 10h30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre prenait 0,39%, à 82,72 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison le même mois, dont c'est le pre-

mier jour d'utilisation comme contrat de référence, gagnait 0,34% à 78,67 dollars. "Le marché continue d'évaluer latéralement" (en très légère hausse), commentent des analystes soulignant que "l'attention se porte plutôt sur les signaux macroéconomiques et sur la possibilité d'une réduction des taux d'intérêt américains". Tous les regards des investisseurs convergent en effet vers l'indice PCE de juin sur l'inflation aux Etats-Unis, la mesure préférée de la Ré-

serve fédérale (Fed) pour le suivi de l'inflation. Il doit être publié vendredi. Les marchés attendent également la publication du PIB américain pour le deuxième trimestre jeudi. Ces données économiques pourraient donner des indices aux marchés sur le futur de la politique monétaire de la Fed cette année, notamment sur le début des baisses de taux. Un environnement de taux élevés a tendance à peser sur la croissance économique et à doper le dollar, décourageant les

achats de pétrole. A l'inverse, des taux moins élevés soulagent l'économie et diminuent le rendement d'une devise et donc son attractivité auprès des investisseurs, profitant au brut libellé en dollar. En parallèle, les incendies de forêts au Canada et les réductions prévues des stocks de pétrole brut et d'essence aux Etats-Unis maintiennent la tendance à la hausse des prix, affirment des analystes. La tendance haussière reste cependant tempérée par la croissance chance-

lante de la deuxième économie mondiale, après une série d'indicateurs économiques décevants. La Chine fait toujours face à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, et un an et demi après la levée des restrictions sanitaires qui pénalisaient l'activité, la reprise post-Covid tant espérée a été brève et moins robuste qu'escompté.

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, PRÉVENTION ET RÈGLEMENT DES CONFLITS

Attaf : « L'Algérie engagée dans l'action collective africaine »

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a réaffirmé, mardi, que l'Algérie, sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, était engagée dans l'action collective africaine de prévention et de règlement des conflits sur le continent pour atteindre le développement économique suivant le principe des solutions africaines aux problèmes africains. Dans une allocution lue en son nom par l'Inspecteur général au ministère, M. Abdelhamid Ahmed Khodja, à l'ouverture des travaux du Séminaire international sur la Révolution algérienne dans sa dimension africaine, M. Attaf a mis en avant la fidélité de l'Algérie à sa profondeur africaine, notamment à travers son soutien indéfectible aux causes justes sur le continent pour la

réalisation d'une renaissance globale et intégrée associant l'ensemble des enfants de l'Afrique qui permette de hisser le continent aux plus hauts rangs et de l'ériger en acteur clé à l'échelle mondiale. "La fidélité est une vertu des dirigeants et du peuple algériens, notamment envers ceux qui ont soutenu sa glorieuse Révolution", a soutenu le ministre, soulignant que l'intérêt majeur porté par le président de la République à tout ce qui a trait à la Mémoire de la lutte du peuple algérien témoignait de sa profonde reconnaissance envers les amis de la Révolution algérienne, en Afrique et partout dans le monde, qui ont cru en la justesse de la cause algérienne et en son triomphe. Pour le ministre des Affaires étrangères, la glorieuse Révolution algérienne n'aurait pas eu un tel retentissement dans le monde si elle n'avait pas

été une révolution humanitaire, prônant des valeurs nobles et défendant des idéaux partagés par toutes les nations : le droit à la vie, le rejet du racisme et le droit des peuples à l'autodétermination. "Nous devons parler ici de la lutte du peuple sahraoui frère dans la dernière colonie en Afrique qui attend notre soutien et celui de tous les peuples épris de liberté, pour qu'il puisse exercer son droit inaliénable et imprescriptible à l'autodétermination (...) et ce n'est qu'à ce moment-là que l'Afrique pourra tourner définitivement la page d'une longue histoire de colonialisme abject, d'occupation brutale et de pillage illégitime de ses richesses", a fait valoir M. Attaf. "Evoquer la dimension africaine de la Révolution algérienne, qui représente une épopée dans la lutte contre le colonialisme et la défense de la dignité humaine et des valeurs de

liberté, nous enjoint d'être solidaires avec le peuple palestinien vaillant dans sa résistance face au génocide barbare commis par l'occupation de peuplement sioniste", a affirmé le ministre. Et d'ajouter que "le peuple palestinien a, plus que jamais, besoin du soutien de notre continent africain et de celui de tous les peuples qui croient en les valeurs de liberté, de dignité et de justice, afin qu'il puisse recouvrer tous ses droits légitimes et établir son Etat indépendant et souverain avec El Qods pour capitale". "L'Algérie, fière de son appartenance africaine, demeurera attachée à l'approche continentale unitaire pour relever les défis multidimensionnels et multiformes qui menacent encore la sécurité et la stabilité de nos pays et de nos peuples et entravent nos efforts visant à réaliser le développement escompté", a assuré M. Attaf.